

# CURIERUL JUDICIAR

DOCTRINA—JURISPRUDENȚA—LEGISLAȚIUNE—ECONOMIE POLITICĂ—FINANȚE—SOCIOLOGIE

FONDATOR:  
**ION S. CODREANU**  
Avocat

DIRECTOR:  
**DEM. I. DOBRESCU**  
Primarul Municipiului București

## COMITETUL DE REDACȚIE:

**Traian Alexandrescu**, Decanul Baroului de Ilfov; **Alexandru Cerban**, Profesor Universitar, Avocat; **Iosif G. Cohen** Consilier la Consiliul Legislativ, Avocat; **Gr. Conduratu**, Avocat; **N. Jac Constantinescu**, Președinte la C. de Apel București; **E. Cristoforeanu**, Dr. în Drept dela Roma, Avocat; **René Demogue**, Profesor la Facultatea de Drept din Paris; **Vintilă Dongoroz**, Conferențiar universitar, Membru în Consiliul de disciplină al Baroului Ilfov; **D. Gălășescu-Pyk**, Profesor Universitar, Avocat; **Alfred Juvara**, Profesor Universitar, Avocat; **Ștefan Laday**, Președinte la Consiliul legislativ; **I. Gr. Perieșeanu**, Directorul Bibliotecii Marilor Procese, Avocat; **Emil Stan Rappaport**, Consilier la Curtea de Casație din Varșovia; **C. Sipsom**, Profesor Universitar; **C. A. Stoeanovici**, Conf. univ., Membru al Consiliului Legislativ; **Gr. L. Trancu-Iași**, fost Ministru, Avocat; **Petre Vasilescu**, Profesor Universitar; **Al. Velescu**, Dr. în Drept, Avocat, **Albert Vahl**, Profesor la Facultatea de Drept din Paris.

## SECRETAR DE REDACȚIE:

**E. C. Decusară**, Dr. în Drept din Paris, Directorul Statisticeii Judiciare

## S U M A R

— *Des dépenses et accidents au Cour de la préparation d'un contrat*, par le Mr. Prof. R. Demogue;

— *Bancruta și lichidarea judiciară*, de Titu Bogdănescu;

— *Observațiuni la modul cum instanțele judecătorești judecă și situația, și tratamentul judecătorilor*, de Traian R. Scriban.

### JURISPRUDENȚE:

— Inalta Curte de Casație s. Unite: *Procurorul General al Inaltei Curți de Casație, recurs în interesul legii* (Cum are a se face calculul impozitului global la impuneri, când a încetat sursa de venituri? Art. 60 și 136 legea contrib. directe; art. 156 din Instrucțiunile ministerului);

— Idem: *Mihail Pantelimon cu Ministerul de Justiție* (Comisii disciplinare. Cereri de strămutare la alte comisii. Inadmisibilitate. Art. 28 legea org. a Curții de Casație; art. 539 pr. penală);

— Idem s. I: *Gherghina N. Iofcea cu Maria Căpitan Dobrescu* (Când sunt ilicite clauzele de inalienabilitate? Art. 475 c. civ. Clauza de inalienabilitate în actul de anticheză. Transcrierea lui. Opozabilitate față de terți. Condițiuni. Art. 1075 c. civil și 725 pr. civilă);

— Idem s. II și Curtea de Apel București s. II și Trib. Ilfov s. IV: *N. Iorga cu C. Cernăianu* (Calomnie prin presă. Atacuri simultane vizând atât viața publică cât și viața privată sau cinstea personă a reclamantului. Acțiune directă înaintea Trib. referitoare la ambele categorii de atacuri. Dacă reclamantul, după introducerea unei asemenea cereri complexe, poate să o modifice sau să o restrângă printr'o petiție ulterioară, ce se pretinde explicativă a primei reclamațiuni. Soluție negativă).

— Inzestrările părintești. Obligațiuni naturale, de George P. Docan, *Recenzie* de Const. C. Dolinescu.

## Des dépenses et accidents au cours de la préparation d'un contrat.

Lorsque des personnes entrent en relations verbales ou épistolaires en vue d'un contrat, des pourparlers plus ou moins longs s'engagent pour en fixer les conditions. Ces conversations prennent une figure juridique lorsqu'à un moment donné une offre ferme est faite par un contractant à l'autre. Les auteurs et à leur suite les codes les plus modernes ont examiné longuement à ce sujet quelle était la force obligatoire de l'offre, sa durée, les conditions dans lesquelles une acceptation pouvait intervenir pour donner naissance à un contrat.

Mais si cet aspect pour ainsi dire verbal de la préparation du contrat a été largement étudié, il y en a un autre, matériel celui-là, qui a été laissé à peu près complètement de côté jusqu'ici. Cela tient sans doute à ce que son importance ne s'est véritablement développée qu'à une époque récente. Sans doute il est arrivé de tout temps qu'une personne voulant vendre un animal, l'acheteur a demandé à l'essayer. Le contrat à l'essai a été prévu dans de nombreuses législations (v. not. art. 1588 civ. français, art. 1553 civ. espagnol, art. 1453 civ. italien, art. 495 civ. allemand), mais celles-ci ne se sont guère préoccupées que du point de savoir dans quelle mesure la permission donnée au futur acheteur d'essayer la chose réagissait sur la formation du contrat: à quelle date se trouve-t-il conclu? l'acheteur reste-t-il pleinement libre de refuser la chose essayée simplement parce qu'elle ne lui plaît pas?

Or, d'un côté, pendant la période de pourparlers,

A apărut: **DREPT COMERCIAL COMPARAT**, vol. II de Prof. M. Hacmann, cuprinzând: *Dreptul Societăților Comerciale. Dreptul Titlurilor de valoare*. Vol. format mare, 886 pagini. *Pretul 450 lei*.

les examens préparatoires se sont multipliés. On ne vend pas seulement des animaux à notre époque, on vend aussi des machines souvent très complexes et l'acheteur a intérêt de s'assurer de leur bon fonctionnement en les faisant manoeuvrer devant lui. On vend des produits chimiques dont les qualités ne peuvent souvent être révélées que par une analyse. Souvent même la valeur de produits naturels ne peut être déterminée que par ce moyen. D'autre part, s'il s'agit d'une société à organiser, souvent des essais préalables de fabrication, des sondages, s'il s'agit de mines, seront nécessaires. Or les ententes préalables auxquelles ces travaux vont donner lieu ne soulèvent pas seulement des questions de consentement. Il résulte souvent de ces essais, de ces travaux, des frais importants et il s'est agi déjà, dans nombre d'hypothèses que la jurisprudence a dû examiner, de savoir qui devait les supporter, principalement si le contrat ne se conclut pas. Il arrive également qu'au cours des ces opérations des accidents se produisent qui font naître des questions difficiles de responsabilité.

Tous ces points sont nouveaux et embarrassants. Jusqu'ici personne en France ne s'en était occupé d'une façon détaillée. M. Hilsenrad vient de leur consacrer un livre qui contient à la fois l'exposé et la discussion des principes de responsabilité précontractuelle que soulèvent ces questions et l'étude pratique des diverses difficultés qui se posent, soit à propos des dépenses faites, soit à propos des accidents causés (1).

Ce qui se dégage, c'est que tout en travaillant sur un terrain qui n'était pas préparé et en statuant à mesure que les procès lui en donnaient l'occasion, la jurisprudence se rencontre cependant en grande partie avec la doctrine. Elle se montre comme les auteurs favorable à un principe tendant à l'affirmation d'une obligation de réparer les préjudices causés au cours de la préparation d'un contrat: qu'il s'agisse des dépenses faites ou de la réparation des accidents ayant eu lieu pendant cette période.

C'est ainsi que si une annonce d'adjudication volontaire de meubles a eu lieu par voie de journaux ou d'affiches et que le vendeur renonce à vendre, il encourt une responsabilité s'il ne prend pas soin d'annoncer ce dernier fait par les mêmes procédés qu'il avait employés pour attirer les amateurs. De même si un patron à la suite d'une grève fait appel à la main d'oeuvre par des insertions dans les journaux d'une autre localité, il est responsable des frais de déplacement d'un ouvrier qui a fait le voyage pour s'emboucher, en ignorant dans quelles circonstances il s'agissait de travailler.

Toutefois la jurisprudence n'est pas toujours aussi

ferme et si elle a toujours alloué une rémunération à l'architecte qui a dressé des plans, quand même le propriétaire renoncésait à faire construire, elle s'est montrée plus sévère pour le simple entrepreneur qui, au cours de pourparlers avec un client, fait faire des dessins, des estimations en vue de préciser davantage la nature du travail à exécuter. La jurisprudence a même été assez loin dans cette voie et a refusé toute indemnité à un entrepreneur qui au cours des pourparlers avait fait des dépenses pour se procurer l'eau nécessaire aux travaux (Paris, 27 mars 1912).

Le fondement de la responsabilité est beaucoup plus incertain. Tandis que les auteurs en étudiant la théorie de la responsabilité précontractuelle semblent y avoir trouvé une base pour les questions que nous indiquons, les tribunaux français ont préféré admettre qu'il y avait une faute extracontractuelle et rechercher s'il est prouvé qu'il y a faute commise. Cette solution ne satisfait que partiellement M. Hilsenrad, spécialement lorsqu'au cours d'une promenade pour essayer la voiture à vendre, le futur acheteur est blessé, alors que le propriétaire de la voiture conduisait. Nous croyons aussi qu'il y a là une hésitation regrettable de la jurisprudence à assimiler ce transport à un transport à titre onéreux.

En tous cas sur tous ces points nous trouvons dans l'étude de M. Hilsenrad un ensemble de documents, un essai de systématisation qui nous renseignent utilement sur le droit actuel. Ce livre éveille une réflexion. Sans doute il serait possible d'éviter les difficultés qu'il expose par des conventions préalables entre les futurs contractants. Une personne qui va procéder à des essais coûteux d'une machine pour en permettre la vente pourrait convenir que ses dépenses lui seront en totalité ou en partie remboursées. De même, on pourrait discuter la possibilité de passer des conventions sur les accidents possibles au cours des essais d'une automobile. Mais souvent le contractant qui va faire des frais ou qui peut encourir une responsabilité est mal placé pour proposer une convention préalable. Fréquemment il craindrait par là d'éloigner définitivement la personne avec qui il veut passer une convention.

Dès lors la question se pose de savoir s'il ne serait pas à souhaiter que, dans les codes de l'avenir, le problème fut traité. Sans être partisan d'une trop large intervention du législateur, on peut se demander s'il ne conviendrait pas qu'il pose quelques règles susceptibles d'ailleurs d'être écartées par le juge à raison des circonstances. Par exemple il me semblerait équitable que les dépenses qui ont été faites en vue de la conclusion du contrat, au vu et au su de l'autre contractant et qui dépassent une certaine importance donnent lieu à un partage et soient supportées par moitié. Une idée du même genre me semblerait juste au cas d'accidents survenus dans

1) *Des obligations qui peuvent naître au cours de la préparation d'un contrat* (dépenses, frais, accidents) 1 vol. Paris, Ed. internationales, 1952.

les actes imposés par la préparation du contrat: essai d'une voiture à vendre par exemple. La jurisprudence pourrait cependant, suivant les circonstances spéciales qu'elle rencontrerait, écarter ces solutions si elles lui semblaient contraires à l'équité.

R. DEMOGUE,

Professeur à la Faculté de droit de Paris

## BANCUTA ȘI LICHIDAREA JUDICIARĂ

În „Curierul Judiciar” no. 26 din 10 Iulie 1932, d-l Ovidiu H. Sachelare, procuror dela Trib. Ilfov, începe un articol, care a consumat câteva coloane, cu o constatare plină de regret, că: „*legea lichidării judiciare a datorităilor comerciale din 1932 nu stabilește prin nici o dispoziție, care e din punct de vedere penal, situația falșilor, cărora li s'a acordat beneficiul acestei legi cu privire la efectele ei comerciale, întrucât la data primirii ei în vigoare aveau deschisă o cale de atac în contra sentinței declarative*”, și în consecință, după un studiu amplu, care evidentiază cu prisosință frumoasele sale cunoștințe juridice, în scop de a acoperi o lacună a legii, ajunge la concluzia că: „*procesele de bancrută fie simplă, fie frauduloasă, nu-și intrerup cursul, însă aceasta nu se explică nici prin teoria independenței absolute, nici prin conținutul art. 16 din legea lichidării judiciare, ci numai prin teoria prejudicialității, așa cum e admisă de codul comercial român, ținându-se seamă de motivele care au determinat ridicarea stărei de faliment*”.

Fără a ne ocupa de metoda sa de interpretare utilizat pentru a isbui să acopere presupusa lacună a legii de lichidare judiciară, socot că, această concluzie la care ajunge este cu totul eronată.

Intr'adevăr, falimentul în concepția juriștilor moderni apare ca o *instituție juridică*, care creiază atât debitorului, cât și creditorilor, o *situațiune juridică obiectivă*, propulsată de faptul subiectiv al încetării plăților sale comerciale.

Quid juris o *instituție juridică*?

Codul civil, comercial, etc., prevede pe lângă *norma de drept și convențiuni*, ca sursă de drepturi și obligațiuni și *instituția juridică*, care după *Ihering*, este o sinteză de mai multe reguli de drept, care au o origină comună <sup>1)</sup>.

Doctrina în parte, consideră instituția juridică, ca o convențiune, deși are o structură deosebită, fapt, care a determinat-o ca să ajungă, câte odată, la multe soluții eronate. În legiuirile noastre avem multe exemple de *instituți juridice*, ca de ex: *căsătoria, despărțea-*

*nia, tutela, societățile comerciale, falimentul, moratoriul, concorăatul, etc.*

Persoanele, care se găsesc într'o instituție juridică, au față de ea, o situațiune juridică *obiectivă*, din care nasc alte situațiuni juridice *subiective*.

Ce este o *situațiune juridică*?

După Julien Bonnecase <sup>2)</sup>, ilustrul profesor dela Paris, situația juridică este concepută ca: „*la manière d'être de chacun v.s-à-vis d'une règle de droit ou d'une institution juridique déterminée*”.

Când, un comerciant activează, în conformitate cu normele, cari alcătuiesc instituția juridică a falimentului?

Prin simplul fapt juridic, al încetării plăților sale comerciale, fapt constatat de Justiție.

Faptul juridic al încetării plăților comerciale, pune comerțul într'o instituție juridică, numita *faliment*, care-i atribuie o *situație juridică obiectivă* sau după, cum o numesc unii autori, un *statut*.

*Instituția juridică* a falimentului, cuprinde printre alte norme de drept și sancțiuni penale pentru comerciantul, care a comis anumite abateri dela prescripțiunile codului comercial, abateri, care sunt prezumate de legiuitor, că au cauzat încetarea plăților sale comerciale, fapt care i-a atras aplicarea instituției juridice a falimentului.

Aceste penalități sunt prevăzute de art. 876—882 C. com., cari făcând parte din instituția juridică a falimentului, evident că, ele se vor aplica numai persoanelor, care se găsesc în situațiunea creată de această instituție juridică.

Încât, după aceste principii sunt pasibili de delictul de bancrută simplă sau frauduloasă, numai comercianți, care au un statut irevocabil, creat de normele de drept, care compun instituția juridică a falimentului.

Doctrina și jurisprudența sunt categorice.

Legiuitorul român dela 1932, prin instituția juridică a *lichidării judiciare a datorităilor comerciale*, crează comercianților, care aderă la ea, o situație juridică obiectivă sau un statut, deosebit de acel al falimentului.

Forța propulsivă a acestui *statut* al comerciantului, nu este — ca la faliment — un fapt juridic, ci, în speță, este un *act juridic*, adică o manifestațiune de voință din partea comerciantului în scop de a-și crea o *situațiune juridică obiectivă*, pe baza normelor de drept, care compun *instituția juridică* a lichidării judiciare.

Comerciantul, care prin această manifestațiune de voință a adoptat *instituția juridică a lichidării judiciare*, nu mai poate fi decăzut din ea, decât în cazurile prevăzute de art. 16.

În conformitate cu art. 12 din legea lichidării judiciare, pot beneficia de această instituție și debitorii

1) Georges Ronard, *La théorie de institution; La valeur de la loi; La doctrine institutionale du mariage*, extras din revista: „La vie intellectuelle”.

Titu Bogdănescu, *Explicația teoretică și practică a art. 285 al. II, C. c.*

2) Julien Bonnecase, *Supplément au traité de droit civil*, de Baudry-Lacantinerie, vol. II, pag. 19, no. 17.

împotriva cărora ar exista pendinte o cerere de declarare în stare de faliment, precum și aceia cari, fiind declarați la prima instanță, se găsesc în instanța de opoziție, apel sau recurs.

Starea de faliment a unui comerciant antrenând acțiunea publică de bancrută, urmează că ea nu poate fi mișcată, fără ca în prealabil să se constate starea de faliment a inculpatului.

Dacă comerciantul falit, înainte ca starea sa să fie irevocabilă, își schimbă situația sa juridică, aderând la instituția juridică a lichidării judiciare, evident că, acel comerciant nu mai poate fi urmărit de o acțiune penală, care este mișcată numai de starea de faliment a comerciantului.

Situațiunea juridică a falitului, care este creiată de instituția juridică a lichidării judiciare, nu mișcă decât acele acțiuni penale care sunt prevăzute de această instituție, și după normele procedurale vizate de ea.

Intrucât comerciantul falit, schimbându-și situația sa juridică, prin alta, impusă de instituția lichidării judiciare, urmează implicit că, acțiunea de bancrută care s'a născut din starea sa de falit, să se stingă, iar comerciantul să fie absolvit, fiindcă a dispărut cauza propulsivă a acțiunii, care era *situația juridică* creiată de încetarea plăților sale comerciale.

TITU BOGDĂNESCU

Doctor în drept, Magistrat

## OBSERVAȚIUNI

### asupra modului cum instanțele judecătorești judecă și situația și tratamentul judecătorilor

Dreptul de apărare. — Poziția magistratului în ședință. — Emanciparea magistraturii. — Salarizarea judecătorului. — Ceva în privința probelor. Legea, în epocile de infamitate. — Jurăminte, mereu jurăminte. — Amânarea pronunțării hotărârilor.

Adesea ori se drămluește în mod prea avar dreptul de apărare al inculpatului.

Nimic mai dureros, pentru individ și nimic mai periculos pentru ideea de justitie, ca chestiune de infiltrarea respectului și admirației către ea în popor, de cât voința care persistă în refuzul acordării în mod complet a dreptului sfânt, social și moral, a dreptului de apărare.

Unui om i s'a aplicat o pedeapsă gravă de prima instanță, pe baza martorilor reclamantului. Inculpatul a pus și el listă de martori, dar judele de ocol a refuzat să-i asculte, motivând că e suficientă proba făcută de reclamant.

Asta constituie o abatere gravă dela principiile egalității de tratament și a egalității de probe în fața magistraților chemați să cântărească cu mare prudență toate posibilitățile și toate apărările oamenilor.

În apel, tribunalul i-a ascultat un martor, nu și

restul indicați în listă, deși inculpatul cerea și stăruia în audierea lor.

Suntem în fața unei afluențe de martori ai reclamantului, coroborată cu un refuz al justiției de a se asculta *toti* martorii învinutului.

O probă admisă trebuie urmată până la capăt și numai când martorul nu se găsește, putem păși la cercetarea în fond.

E o chestiune de o gravitate excepțională aceia de a frânge egalitatea probelor, e o violare periculoasă a dreptului omului care cere magistratului respectul apărării integrale, al cărei refuz dăreamă toată justiția.

Eu am dat un singur exemplu, cazurile pot varia, trebuind să se reverse peste toți o justitie egală, fără a se da poporului aspectul părtinirii; care evident, e inexistent în gândirea judecătorului, dar vulgul are o mentalitate aparte, ceia ce trebuie să se aibă în vedere când e vorba de împlântat pretutindeni, ca o sămânță bună, cuvântul creator al justiției.

\* \* \*

S'a scris prin presă asupra poziției judecătorului în ședință, care trebuie să fie cuviincioasă, demnă, atitudinea atentă. Magistratul nu trebuie să pară impacient, grăbit, plictisit. Faptul acesta jighește, iar mediul perde încrederea în justitie.

O atitudine prea rigidă, încremenită, prea mândră, de sfinx, poate dăuna, din contră conduita părintească, blajină, dar în acelaș timp serioasă, atrage încrederea în judecători.

Un magistrat care sta rezemat în cot privind mândru înainte, cu aere de grandoare spre public, perde incalculabil. A te uita prea des la ceas, înseamnă că ești plictisit, iar când ai obiceiul să îți tipi la oameni, deviezi grav dela linia funcțională impusă unui judecător. Nu bruscați martorii, nici părțile, nu-i jigheți. Să nu stai cu mâinile crucis pe masă și cu bărbia rezemată în ele, nici să râzi mult în ședință, chiar când ar fi cazul. Trebuie să te stăpânești. Evită aluziile obscene, înlătură trivialismul, elimină cuvintele cu dublu înțeles care produc stupefacție și râs.

Magistratul trebuie să fie de o politetă rară, extrem de binevoitor, calm, cuviincios și sfătuitor cu cei mai mici oameni.

Dați îndrumare tuturor celor ce bat la poarta justiției.

Om de omenie curată, asta e stofa din care trebuie tăiat magistratul !

\* \* \*

*Politicianismul, în justiție, este egal cu trădarea de patrie.*

Emanciparea morală ni s'a promis, solemn, răspicat, cu mari asigurări, dar nu s'a realizat prin lege.

S'a făcut și se fac mișcări în magistratură fără politicianism, e drept, dar justiția nu e garantată dacă legea nu fixează drepturile fie căruia.

Nu vedeți ce batjocură este ?

În ajunul marilor mișcări trenurile chiftese de judecatori, toți se duc să bâlâbe, pe la ministere, pe la magistrații superiori, umiliți, curbați de sărăcie, terfelindu-și demnitatea, prăvălindu-și caracterul.

Cerșetori după înaintări !

Mi e scârbă câte văd, câte umiliri, câte lingușiri, câtă perietură, ca să parvii.

Există subminări, bârfiri, minciuni și persiflări, prăbușirea moralității functionale, din cauza unei legi care nu prevede în mod drept numirile, transferările, înaintările.

Mi e groază !

Am moștenit, de decenii, ceva care năruie dreptatea, ceva putred, interesat, ceva bizantin străin de interesele neamului, ceva care înalță personalismul deasupra nevoilor patriei.

Și dacă faptul e așa, mă întreb amărât, până unde ! până când ?

\* \* \*

*Infometarea magistraților poate  
prăbuși un popor !*

Ni s'a promis emanciparea materială, dar ni s'a luat și pâinea dela gură.

Suntem calici, flămânzi, bezmetici de nevoi, judecăm lumea buimăciți de mizerie, înlemniți de nevoi, fără odihnă sufletească, cu nervii mereu sdruncinați, fără liniște în familii din cauza tuturor neîndestulărilor.

Suntem tratați cu prea marea nepăsare, vinovat, cu prea mare lipsă de prevedere.

Magistratura nu e ca celelalte funcțiuni. Noi suntem îngrădiți prin lege, opriti de a mai câștiga ceva în afară de salariu pe motivul știrbirii demnității, deși poate avem 2—3 ore libere în care am putea munci aiurea, așa cum fac alte profesii.

Dar oare e demn să umblu necoresct îmbrăcat și cu ghețele rupte ?

Altora categorii li s'a îndulcit curba, nouă ni se dă ciocane la cap.

\* \* \*

Adese ori părțile se lovesc de dificultăți când e vorba să realizeze un drept.

Astfel, sunt piese în diferite dosare care pot servi altui litigiu ce se dezbată, unele instanțe însă refuză să ceară oficial dosarul, argumentând că n'o să facă tribunalul dovezi părților, acestea singure trebuind să stăruiască spre a scoate copii de pe actele ce le trebuie.

Sunt cazuri când aceste obligațiuni crează părților mari greutăți, de aceea cred că ar fi un fapt foarte omenos ca justiția însăși să intervie în ajutorul oamenilor, aducându-le lucrările de care au nevoie.

Totdeauna mi s'a cutremurat conștiința de magistrat când am văzut tendinții contrare ajutorării unui om în nevoie, ce se rugă stăruitor către justiție să se intervie pentru aducerea unui dosar care conținea o piesă necesară soluționării procesului său.

Că justiția nu e datoare să intervie în civil pentru a ajuta o parte, e o idee greșită, contrară noțiunii de dreptate umană, care trebuie să pulseze adânc în toate sufletele.

Oare când ridici din oficiu chestiunii nu intervii

Eu cred că acest deziderat, a aducerii unui dosar dela o altă instanță, unde se găsește o probă utilă unei părți, nu mai poate forma o chestiune de delibereare cu colegul asesor, pentru că asta nu privește nici admiterea or respingerea acțiunii, nici admiterea or respingerea unei probe. Totul e un fapt de administrație, de voință suverană a președintelui ședinții, în care chestiune nu trebuie să se ia consimțământul colegului.

Incadrarea în justiție nu se dobândește prin refuzul de a face bine, ci prin maximum de bună voință către popor, noi, magistrații, trebuind să stăm permanent pe poziția de ajutor, gata să-l dăm tuturor celor ce-l cer.

\* \* \*

.....

Apare ca inculpată o fetiță, dată în judecată de comisar pentru că a vândut covrigi într'o tarabă situată pe stradă.

Avea autorizația serv. sanitar, nu însă și a poliției, conform legii controlului străinilor.

Era fiica unui invalid de război și muncea din cruda copilărie spre a-și hrăni părintele.

Formele de autorizare polițienească costau mulți bani, de aceea fata s'a instalat la colțul străzii, unde copiii dela școala vecină îi cumpărau marfa.

Bani pentru a-și scoate hârtiile legale nu avea. Ii trebuia „firmă” !

În timpurile acestea de lipsuri, a lua unei copile posibilitatea câștigului cinstit e o mare cruzime, e un fapt care poate împinge o fată corectă pe panta prostituției.

Trăim timpuri anormale, grele, de șomaj amenințător, de infometare spăimântătoare, care reclamă aplicarea legilor cu milă și prudență, trebuind să lăsăm în pace pe cei ce face un fapt absolut nevătămător societății.

Oare asta trebuie să observăm, noi azi, faptul unei fete care vinde covrigii muncii acasă de o mamă schiloadă ?

Nu putem trece cu vederea asemenea nimicuri, de pe urma cărora își trage existența familia unui om care și-a lăsat picioarele pe front !

\* \* \*

În magistratură, de cum ești numit până ești la pensie, faci același lucru, judeci lumea. Totuși, de-

pui o sumedenie de jurăminte până termini cariera. Treci dela ocol la tribunal, juri; invers, iar juri; înaintezi, alt jurământ; ți se dă delegația de jude-instructor, alt jurământ; ți-o ia procurorul general, bine înțeles, „în interesul justiției”, iar juri. Treci în Curte, un nou jurământ, capeți o înaintare mai juri odată și juri, juri mereu, până vine porunca de pensie.

Mă rog, nu-s prea multe jurăminte? Cum, dacă am depus la intrare jurământ, nu pot fi crezut pe cuvânt că voi judeca corect înainte? Atâtea jurăminte, la fiecare pas, parcă-s prea multe.

Dela ocol, am trecut jude instructor când am depus un jurământ. Pe când eram foarte ocupat cu o anchetă, mă chiamă aprodul: poftim și jură! Ce era? D-l procuror general, bine înțeles, „în interesul justiției”, îmi ia delegația, trec la ședință și pentru asta trebuie să jur, să deranjăm magistrații, să oprim în loc ședințele ca să îndeplinim formele legale, parcă când eram instructor nu luam regulat parte la ședințe și nu judecam poporul fără a depune prealabilul jurământ.

Te miri că, nu-ți ia jurământ la fiecare intrare în ședință!

Nu e momentul să pășim la simplificarea unui formalism care nu mai corespunde vremurilor?

Nu e oare suficient un singur jurământ, la intrare?

\* \* \*

Amânarea pronunțării hotărârilor e un drept legal al judecătorului și nu contra acestui fapt voesc să scriu. Cred însă că e mai bine dacă magistratul ar fixa ora când se va face pronunțarea. Văd părți care așteaptă înfrigurați dela 1—7 o pronunțare. Un preot nevinovat, dat în judecată cu prea mare ușurință de judele instructor, a tremurat 6 ceasuri până să-și audă achitarea. Șase ore de palpații, de chinuri, de dureri morale și fizice, șase ore de tresărire la fie care deschidere de ușă, la fie care apariție a aprodului care striga numele oamenilor!

Eu cred că ar fi foarte drept și foarte posibil ca să fixăm ora pronunțării sentinții. Termenul să fie în ziua X. la ora 2, 3, 5, dar fix la ora indicată să se pronunțe. Să nu aștepte omul și să nu piardă timpul. Se evită palpațiile, grijile, toate emoțiunile care turbură organizmul.

E o chestie de omenire, de ordine, de culanță profesională, ca să indicăm exact ora pronunțării.

Justiția va avea numai de câștigat, va dobândi mai mult prestigiu, mai multă încredere, va împlânta mai adânc sentimentul ordinii și al dreptății în toate conștiințele.

Trebuie admis tot ce e bun și posibil, tot ce folosește omului, tot ce mărește și înalță ideea de justiție!

TRAIAN R. SCRIBAN

## INALTA CURTE DE CAS. S. UNITE

Audiența dela 31 Martie 1931

Președenția D. lu. C. G. RATESCU, Președinte

Procurorul General al Inaltei Curți de Casație  
recurs în interesul legii

Decisia No. 25

Impozit global. Calculul. Impunere. Achitare. Incețare. Incețarea sursei de venituri (art. 60 și 136 legea contribuțiilor directe, art. 156 din instrucțiunile pentru aplicarea acestei legi).

*Din dispozițiunile art. 60 legea din 1923 pentru unificarea contribuțiilor directe și art. 156 din instrucțiunile oficiale pentru aplicarea acestei legi, cari conf. art. 132 dintr'înșa au putere de regulament, rezultă că, impozitul global, deși este fixat în roluri pentru un anume an și se achită în cursul aceluși an, el însă se calculează și se datorește fiscului nu pentru veniturile ce ar urma să le realizeze în cursul aceluși an, ci privește veniturile pe cari contribuabilul le-a realizat în anul precedent, se calculează și se achită la aceste venituri și pe timpul efectiv în cari ele au fost realizate.*

*Dacă sursa de venituri a încetat în anul trecut, impozitul global care se încasează de fisc în anul următor, se calculează la veniturile ce le-a avut contribuabilul până la încetarea sursei.*

*Numai impozitele elementare se datoresc pentru veniturile anului pentru care s'a fixat impunerea și numai la ele veniturile anului precedent sunt chiar acelea pentru cari se plătește acest impozit.*

Curtea,

Ascultând cetirea raportului făcut în cauză de d-l Consilier C. Gheorghian și pe d-l Procuror general în concluziunile puse, și

Deliberând,

Asupra cererii d-lui Procuror general al acestei Inalte Curți, întemeiată pe dispozițiunile art. 2 legea de organizare judecătorească, de a se da în Secțiuni Unite o decizie care să stabilească unitatea de jurisprudență cu privire la aplicarea art. 60 legea contribuțiilor directe și 156 din instrucțiuni, deoarece la Secția I-a a Curții de Apel Timișoara, prin deciziunea No. 3.169 din 1931 și Secția III-a a aceiași Curți, prin 3.329 din 1931, au decis în sens contrar:

Având în vedere că, prin deciziunea arătată, Curtea de Apel Timișoara Secția I-a decide că, potrivit art. 60 legea contribuțiilor directe, impozitul global urmând să se așeze asupra tuturor veniturilor realizate în anul precedent, chiar dacă isvorul acestor venituri a încetat, Comisia de Apel Arad a procedat bine față de contribuabilul Eugeniu Reizman, când pentru anul 1931 a stabilit venit net impozabil al lui pentru global, pe baza veniturilor sale din 1930, deși sursa lor a încetat pe ziua de 1 Ianuarie 1931, deoarece, motivează Curtea, argumentul că impozitul se așează pe anul în curs, susținut de recurent, își are aplicare nu în ce privește impozitul global care se datorează și se așează întotdeauna pentru anul precedent, ci numai în ce privește impozitele elementare, după cum rezultă din art. 95 legea contribuțiilor directe și § 252 din instrucțiuni, aceste texte prevăzând că impozitul elementar se datorează din momentul începerii unui comerț sau unei profesii și plata lui încetează din momentul ce sursa venitului dispăre, ne când art. 60 din lege și 156 din instrucțiuni prevăd categoric că impozitul global se datorează în anul următor și trebuie plătit

chiar în cazul când isvorul venitului a încetat în cursul anului precedent.

Că, Secția III-a a Curții de Apel Timisoara, prin decizia menționată, a decis în sens contrar, în pricina identică venită cu recurs înaintea sa, referitoare la impunerea la global pe anul 1931 a contribuabilului Ludovic Andrei, care a încetat la 1 August 1930 a mai face parte din Firma Carol Andreny: că, argumentează Curtea, întrucât acest recurent a plătit globalul dela punerea în aplicare a legii, adică din 1923, iar în acest an a plătit pe baza veniturilor din 1922, dânsul nu mai poate fi impus la impozitul global și pe 1931, pentru un venit ce a încetat în August 1930; că, numitul, sub legea contribuțiilor directe, făcând parte din firmă un timp de 8 ani și fiind impus la global dela 1923—31 Decembrie 1930, deci tot pentru 8 ani, dânsul nu mai poate fi impus și pe anul 1931, aceasta fiind o impunere pe anul al noulea și în care nu a realizat nici un beneficiu; că, deci, Comisia de Apel hotărând în conformitate cu aceste principii, nu a comis o violare de lege și ca atare, recursul fiscalului îndreptat contra hotărârii acestei Comisii, este nefondat.

Considerând că, prin art. 60 legea din 1923 pentru unificarea contribuțiilor directe, se precizează că veniturile care intră în compunerea impozitului global se calculează pe baza veniturilor respective ale anului precedent, după specificările făcute în celelalte aliniate, iar prin art. 156 din instrucțiunile oficiale pentru aplicarea acestei legi, care conform art. 132 din lege, au putere de regulament, se prevede expres că, veniturile anului precedent, care au încetat în cursul aceluși an, intervin în compunerea venitului global, astfel cum s'ar fi calculat, dacă ele nu ar fi încetat, însă nu raportată la un an întreg, ci efectiv pe timpul când ele au fost realizate.

Considerând că, din aceste dispozițiuni, care sunt de strictă interpretare, rezultă că deși impozitul global este fixat în roluri pentru un anume an și se achită în cursul aceluși an, acest impozit se calculează însă și se datorește fiscalului nu pentru veniturile pe care contribuabilul ar urma să le realizeze în cursul aceluși an, ci el privește veniturile pe care contribuabilul le-a realizat în anul precedent, se calculează și se achită la aceste venituri și pe timpul efectiv în care ele au fost realizate.

Că, dar, dacă sursa de venituri a unui contribuabil a încetat la 31 Decembrie a unui an, astfel că dânsul începând din 1 Ianuarie următor nu mai realizează veniturile respective, dânsul totuși datorează fiscalului impozitul global pentru veniturile realizate până la 31 Decembrie trecut, impozit care se calculează la aceste venituri și se încasează de fisc în anul următor, deși privește veniturile anului precedent; că, dacă sursa de venituri a încetat în cursul anului trecut, nu la sfârșitul lui, impozitul global pentru veniturile dela 1 Ianuarie anul trecut și până la data încetării, se datorează tot în anul următor perceperii lor de către contribuabil, numai că se calculează la veniturile reale avute de dânsul până la încetarea sursei.

Că, numai impozitele elementare, după cum rezultă din disp. art. 95 din lege și 252 din instrucțiuni, se datoresc pentru veniturile anului pentru care s'a făcut impunerea și, numai la ele venitul contribuabilului pe anul precedent servește ca element de apreciere al impunerii, pe când la impozitul global veniturile anului precedent sunt chiar cele pentru cari se plătește acest impozit.

Considerând că, principiul neretroactivității nefiind de ordin constituțional, legiuitorul înființând în 1923 impozitul global, a putut decide ca el să se perceapă asupra veniturilor ce contribuabilii le-au avut în anul precedent; că, prin aceasta, nu s'a adus nici o atingere vre-unui drept câștigat al contribuabililor, deoarece dânsii în materie de impozite, nu au nici un drept, ci numai obligațiuni, în sensul că, legiuitorul este autorizat să reguleze contribuțiunile lor după cum crede că reclamă interesele generale ale societății, al cărei reprezentant este el, interesul general primând pe cel individual.

Că, dar, impunerea la impozitul global și perceperea lui având loc în mod valabil, chiar dela înființarea acestui impozit, pe veniturile anului precedent, în acelaș mod urmează a se continua cu așezarea și perceperea lui și pentru anii următori, chiar dacă sursa de venituri a încetat pentru anul când el este trecut în roluri și urmează a fi achitat.

Pentru aceste motive, Curtea, decide că, calculul impozitului global urmează a se așeza asupra tuturor veniturilor realizate în anul precedent, chiar dacă isvorul acestor venituri au încetat.

## INALTA CURTE DE CASAȚIE ȘI JUSTIȚIE S. U.

*Audiența dela 30 Iunie 1930*

Președinția d lui D. VOLANSCHI, Prim-Președinte

*Mihail Pantelimon cu Ministerul de Justiție*

**Decizia Mo. 39**

Comisii disciplinare. Cereri de strămutare la alte comisii. Inadmisibilitate (art. 28 legea organică a Curții de Casație, art. 539 pr. pen.

*Din disp. art. 28 legea Curții de Casație și art. 539 pr. pen. rezultă că, cererile de strămutare adresate Inaltei Curți, nu sunt admisibile de cât numai în ce privește litigiile angajate în fața tribunalelor, Curților de Apel, sau altor instanțe de jurisdicție și de instrucție penală, organizate după principiile despre puterea judecătorească și legile de organizare și procedură judecătorească din Titlul III Cap. IV Constituție.*

*Comisiunile disciplinare nefiind instanțe de jurisdicție, care să facă parte din puterea judecătorească, ci organe consultative ale autorității sau puterii executive, avizele lor nu au caracterul sancționator al hotărârii instanțelor judecătorești și de aceea cererile de strămutare ale afacerilor disciplinare, dela o comisie la alta, sunt inadmisibile în principiu.*

Curtea,

Ascultând pe d-nii av. P. Ioanițescu și Ulise Vasilescu în concluziile puse în susținerea și combaterea admisibilității cererii de strămutare, cum și d-l procurator general C. Viforeanu în concluziuni, și

Deliberând,

Asupra admisibilității prezentei cereri de strămutare, introdusă de M. Pantelimon, fost judecător al ocolului Berești din județul Covurlui;

Având în vedere că, petiționarul, în urma avizului de destituire dat de Consiliul Superior al Magistraturii, constituit în instanță disciplinară, a fost destituit în 1921 de Ministerul de Justiție din această funcție.

Că, posterior, dânsul introducând cerere pentru revizuirea deciziei Comisiei disciplinare, care avizase la destituirea sa, cererea de revizuire a fost tri-

misă de Minister, spre judecare, Comisiunii disciplinare de pe lângă Curtea de Apel Galați.

Că, în interval, dânsul a introdus, la Secția I-a a Inaltei Curți, cerere pentru strămutarea la altă Comisiune disciplinară, a cererii sale de revizuire, însă asupra acestei cereri neputându-se întruni la Secția I-a, în ce privește chestiunea admisibilității ei în principiu, numărul de voturi prevăzut de art. 15 legea organică a Inaltei Curți, judecarea acestei chestiuni a fost trimisă Secțiunilor Unite.

Considerând că, potrivit art. 28 din legea organică a Curții de Casație, această Inaltă Curte este competentă a se pronunța asupra cererilor de strămutare a pricinilor dela un tribunal la altul sau dela o Curte de Apel la alta, pentru cuvântul de bănuială legitimă sau de siguranță publică, iar după art. 539 proc. pen., această competență se întinde și asupra cererilor de strămutare a pricinilor aflate în judecata tribunalelor polițienesti sau a Curților cu jurați, ori în cercetarea organelor judecătorești de instrucțiune.

Considerând că, din cuprinsul acestor dispozițiuni, rezultă că discuțiunea unei atari cereri de strămutare nu este admisibilă înaintea Curții de Casație, decât numai în ce privește litigiile angajate în fata tribunalelor, Curților de Apel sau a altor instanțe de jurisdicție și de instrucțiune penală prevăzute și organizate după principiile din titlul III. Cap. IV al Constituției: despre puterea judecătorească și în legile de organizare și procedură judecătorească.

Considerând că, Comisiunile disciplinare, a căror constituire și funcționare sunt prevăzute și reglementate de legile de organizare administrativă, nu pot fi considerate ca instanțe de jurisdicție, făcând parte din puterea judecătorească, deoarece ele nu au atribuțiunea de a tranșa litigiile sau instrui afaceri de natură penală, ci sunt organe consultative ale autorității sau Puterii executive, chemate să constate și să stabilească existența, natura și gravitatea abaterilor de natură disciplinară imputate funcționarilor publici și să avizeze, dacă e cazul, asupra sancțiunilor de aplicat, fără însă ca avizele sau opiniile lor să aibă caracterul sancționator al hotărârilor instantelor penale, și fără a produce vre-un efect asupra situațiunii funcționarilor, cât timp n'au fost însușite și traduse în fapt de Puterea Executivă:

Că, astfel fiind, cererile de strămutare a afacerilor disciplinare, în care aceste Comisiuni sunt chemate numai să avizeze asupra sancțiunilor de dat, iar nu să facă operă de jurisdicție propriuzisă, sunt inadmisibile în principiu, și deci, cererea de față urmează a se respinge ca atare.

Pentru aceste motive, Curtea, respinge ca inadmisibilă, cererea de strămutare făcută de M. Pantelimon.

1. *Clauzele de inalienabilitate din convențiunile părților, aducând atingere dreptului lor de a putea dispune de bunul ce le aparține și scoțând din comerț aceste bunuri, — restrâng, prin aceasta, capacitatea de înstrăinare a părților, ceiace conform art. 475 c.c. nu poate avea loc decât prin lege; în acelaș timp aceste clauze aduc atingere principiului fundamentale de economie politică, cere cere libera circulație a bunurilor.*

*În lipsa însă a unui text precis care să le declare ilicite, aceste clauze nu pot fi considerate ca atare decât dacă condiția de a nu înstrăina este impusă în mod absolut, fără limită și fără nici o restricție, căci numai atunci atingerea pe care o aduc capacității persoanelor și interesului general, are un caracter deplin și permanent.*

2. *Potrivit regulilor de la interpretarea convențiilor, clauza de inalienabilitate inserată într'un act de antiheză trebuind să fie interpretată în sensul de a putea primi un efect prin ea însăși, acest efect este deosebit și distinct de efectele derivând din sarcinile personale luate de debitor prin aceiași convențiune, sau cele deduse din clauzele rezoluții exprese, sau bintelese.*

*O asemenea clauză lovește de o indisponibilitate reală bunul respectiv și ca atare odată ce actul de antiheză este transcris, orice înstrăinare făcută în disprețul ei, este nulă.*

Curtea,

Ascultând cetirea raportului făcut în cauză de d-l consilier C. Vasiliu, pe d-nii av. Zwiebel și H. Asnavorian, în susținerea și combaterea, cu cheltueli, a motivelor de casare, cum și pe d-l procuror general C. Vișoreanu, în concluziuni și

Deliberând:

*Asupra divergenței de față:*

Având în vedere deciziunea atacată din care rezultă că, Ion Răsoiu, împrumutându-se în 1907, cu 4000 lei dela D-tru Bratu, prin act autentic și transcris, părțile au convenit ca, în achitarea dobânzilor stipulate, debitorul să dea în folosința creditorului un teren de cultură, luându-și totodată debitorul prin acelaș act și obligația de a nu înstreina terenul mai înainte de lichidarea completă a datoriei.

Că însă, în 1911, debitorul Ion Răsoiu a vândut recurentei Gherghina N. Iofcea, prin act autentic și transcris, pe prețul de 1400 lei, terenul în discuțiune, iar în 1913 tot prin act autentic și transcris l-a vândut și Mariei Bratu, astăzi intimata Maria Căp. Dobrescu, prețul acestei din urmă vânzări fiind de 4400 lei.

Că, în 1914 Gheorghina Iofcea a chemat în judecată pe Maria Bratu, prin mama sa în calitate de tutoare legală, cerând să fie obligată să-i lase în deplină și liberă stăpânire terenul cumpărat dela Ion Răsoiu, acțiunea care a fost respinsă de judecătoria Medgidia ca nefondată, iar apelul făcut de recurentă contra cărții de judecată a primei instanțe, a fost respins de tribunalul Caliacra ca instanță de trimitere, prin sentința supusă prezentului recurs.

Având în vedere că, atacând cu recurs hotărârea tribunalului Caliacra, recurenta Gheorghina N. Iofcea a formulat 3 motive de casare; că partea primă a motivului 3 de casare a fost respinsă de Inalta Curte s. I-a, prin decizia no. 1929 din 7 Octombrie 1931, însă la acel termen neîntruindu-se numărul de

## INALTA CURTE DE CASAȚIE ȘI JUSTIȚIE S. I.

*Audiența de la 11 Aprilie, 1932*

**Președenția D-lui C. G. RĂTESCU, Președinte**

*Gherghina N. Iofcea cu Maria Căpitan Dobrescu*

**Decizia No. 553 \*)**

Clauze de inalienabilitate. Restrangerea capacității persoanelor. Libera circulație a bunurilor. Cazul când ele sunt ilicite. Art. 475 c. c.

Antiheză. Clauză de inalienabilitate prevăzută în actul de antiheză. Transcrierea actului. Opozabilitate față de terți. Condiții. Art. 1075 c. c. și 723 pr. c.

\*) Dată după divergență.

vături cerut de lege pentru soluționarea și a părții a II-a a motivului 3 de casare, cum și a motivelor I și II, ele au fost trimise spre judecată complectului de divergență de astăzi.

*Văzând motivul I de casare astfel formulat:*

„I. Violarea art. 5 cod. civl, greșită calificare și denaturarea contractului, exces de putere și nemotivare.

„Am susținut înaintea tribunalului că clauza de inalienabilitate inserată în contractul de antihreză cată a fi considerată ca inoperantă și fără efect, o clauză ilicită care fixând bunul în mâinile creditorului anticrezist îl scoate afară din comerț, știrbind astfel principiul de libera circulație a bunurilor.

„Tribunalul totuși primește această clauză ca licită și producătoare de efect, întrucât o consideră temporară și justificată de un interes serios.

„Tribunalul judecând astfel, violează art. 5 cod. civ., sancționând o clauză care deroagă dela legi ce interesează ordinea publică, lovind astfel interesul general.

„Dar tribunalul considerând clauza ca temporară întrucât durează până la achitarea sumei datorite care poate avea loc în orice moment, denaturează conținutul contractului, dând o greșită calificare clauzei de inalienabilitate. Căci astfel cum ea este concepută, are caracterul de perpetuitate, nefiind nici un termen fixat și nici un indiciu care să constituie posibilitatea de a o califica ca temporară.

„Dar mai mult, Tribunalul privind această clauză ca justificată de un interes serios pentru că a fost inserată ca garanție ce rezultă din actul de anticreză ca să fie mai eficace, comite un exces de putere și nemotivare. Căci actul de anticreză grevează folosința bunului și prin efectul transcripțiunii în orice mână ar trece, el rămâne afectat de această sarcină. Prin urmare, interesul creditorului este numai în funcțiune de valoarea bunului, fiindu-i indiferent persoana care îl are. Judecând astfel, Trib. comite un exces de putere și nemotivare, deoarece nu arată cu nimic întrucât garanția este mai eficace, bunul fiind fixat în patrimoniul debitorului”.

Având în vedere că, înaintea instanței de fond recurenta susținând că, clauza de inalienabilitate din actul de anticreză din 1907 intervenit între autorul său Ion Răsoiu și creditorul Dumitru Bratu, este ilicită și deci Ion Răsoiu nu i-a putut vinde dânssei valabil în 1911 terenul în discuțiune, Tribunalul a respins această apărare motivând că, asemenea clauze sunt licite și produc întregul efect cât timp sunt temporare și se justifică pe un interes serios; că, în speță, clauza în discuțiune este temporară, deoarece durează până la achitarea datoriei, care poate avea loc oricând, actul de anticreză neprevăzând nici un termen de plată; că, această clauză a fost inserată în act pentru ca garanția rezultând din anticreză să fie mai eficace și ca atare este justificată de un interes serios.

Că, prin prezentul motiv de casare se critică această soluțiune a tribunalului pentru violarea art. 5 c. c., greșita calificare și denaturare a contractului, exces de putere și nemotivare.

Considerând că, clauzele de inalienabilitate din convențiunile părților, aducând atingere dreptului lor de a putea dispune liber de bunul ce le aparține și scoțând din comerț aceste bunuri, ele restrâng prin aceeașta capacitatea de înstreinare a părților, ceiaș conform art. 475 c. c. nu poate avea loc decât prin lege și în acelaș timp aduc atingere principiului fun-

damental de economie politică, care cere libera circulație a bunurilor.

Că, deși din aceste puncte de vedere clauzele de inalienabilitate, interesează ordinea publică, însă în lipsa unui text precis de lege care să le declare ilicite, ele nu pot fi considerate ca atare decât atunci când condiția de a nu înstreina este impusă în mod absolut, fără limită și fără nici o restricțiune, pentru că numai în aceste cazuri atingerea care o aduc capacității persoanelor și interesului general are un caracter deplin permanent.

Că însă, în cazul când prohibițiunea de a înstreina este vremelnică, ea aducând o restricțiune numai temporară capacității de liberă dispozițiune a părților și scoțând bunul din circulație numai pentru un timp mărginit, ea urmează a-și primi toată aplicațiunea dacă în acelaș timp este bazată pe interesul serios și legitim fie al ambelor părți contractante, fie al uneia din ele.

Considerând că, după cum s'a arătat instanța de fond constată în speță că, clauza de inalienabilitate din actul de anticreză din 1097 este temporară și bazată pe un interes serios al creditorului; că, aceste constatări nu sunt combătute prin motivul de casare pentru denaturare, motivul referindu-se în această privință numai la greșita interpretare a principiilor legii.

Considerând că, odată ce prin convenția din 1907 nu s'a fixat nici un termen pentru achitarea împrumutului contractat, debitorul, conform principiilor generale dela executarea obligatiunilor, era oricând în termen să facă plata datoriei sale și să-și libereze oricând bunul de indisponibilitate care îl greva, astfel că, în mod eronat se susține de recurent că din faptul că convenția nu prevedea un termen de achitare, clauza de inalienabilitate ar avea un caracter de perpetuitate.

Că, deși este exact în drept, că, prin efectul transcripțiunii actului din 1907, anticreza constituită prin el în persoana creditorului se menținea, chiar dacă intervenind o vânzare a bunului respectiv, ea era trecută la un tert, nu se poate însă contesta creditorului interesul de a fixa, pentru un anume timp, în mâinile debitorului său, bunul supus unui drept de anticreză.

Că, acest interes este serios și legitim pentru creditor, căci garantează în mod eficace anticreza constituită în favoarea sa.

Că, astfel fiind, soluția instanței de fond asupra punctelor criticate prin acest motiv fiind dată cu exactă aplicare a principiilor legii și fiind motivată, motivul de casare devine nefondat și se respinge;

*Asupra motivului II de casare și motivului III partea ultimă :*

„II. Violarea art. 1075 cod. civ. și exces de putere.

„Am susținut înaintea Tribunalului, că această clauză pentru Gherghina Iofcea nu apare decât ca o obligațiune de a nu face, care are totdeauna un caracter personal mobilier și care în caz de neexecutare dă loc la desdăunare, și aceasta cu atât mai mult cu cât nu este sancționat.

„Tribunalul totuși consideră că clauza lovește bunul de o indisponibilitate reală, iar sancțiunea rezultă implicit din chiar faptul inserării.

„Tribunalul judecând astfel, violează art. 1075 c. civ. și comite un exces de putere.

„III. Deasemenea arătând că transcrierea atrage opozabilitatea față de terți și a clauzei de indisponibilitate, violează art. 722 al. 3 proc. civ. și comite un exces de putere”.

Având în vedere că, înaintea instanței de fond recurența susținând că, clauza de inalienabilitate din actul de antihreză cuprinde numai o obligație de a nu face, care are un caracter personal mobilier și în caz de neexecutare dă drept numai la daune, tribunalul respinge această apărare motivând că, clauza în discuție este o modalitate distinctă de sarcinile personale și clauzele rezolutorii propriu zise și lovește bunul respectiv de o indisponibilitate reală și ca atare nu constituie o obligație de a nu face care să se transforme, potrivit art. 1075 c. civ. în daune în caz de neexecutare; că, clauza de inalienabilitate lovind imobilul de o indisponibilitate reală, ea constituie pentru creditorul din actul de antihreză un drept real și de aceea transcrierea actului ce o cuprinde atrage după sine potrivit art. 723 proc. civ. opozabilitatea ei față de terții cari au căpătat dreptul asupra bunului nemisător.

Considerând că, potrivit regulilor dela interpretarea convențiilor, clauza de inalienabilitate înserată într'un act de antihreză trebuind să fie interpretată în sensul de a putea primi un efect prin ea însăși, acest efect este deosebit și distinct de efectele derivând din sarcinile personale luate de debitor prin aceias, convențiune, sau cele deduse din clauzele rezolutorii exprese sau subînțelese.

Că, o asemenea clauză nu poate constitui o simplă prohibițiune de înstrăinare, care să se refere numai la persoana debitorului, cu excluderea bunului la care se raportă, caz în care nerespectarea ei ar atrage conform art. 1075 c. civ., ca în orice obligație a nu face, numai rezolvirea cu daune a contractului, întrucât această clauză privește în prim rând în mod direct bunul dat în antihreză, lovindu-l de o indisponibilitate reală în mâinile debitorului, deci ea constituie pentru creditor un drept real și de aceea nerespectarea ei, odată ce actul de antihreză este transcris, atrage nulitatea înstreinării făcută.

Că tribunalul rezolvând pricina pe această bază, motivele prin care se critică din acest punct de vedere soluțiunea sa sunt nefondate.

Că dar recursul devenind în întregime nefondat se respinge.

Pentru aceste motive, Curtea, respinge motivele I și II cum și partea a II-a din motivul III de casare, deci respinge în întregime recursul, etc.

## INALTA CURTE DE CASATIE ȘI JUSTIȚIE S. II-a

*Audiența de la 28 Iunie 1932*

**Președinția D-lui C. RĂTESCU, Președinte**

*Nicolae Iorga cu C. Cernăianu*

**Decizia penală No. 3575**

Calomnie prin presă. Atacuri simultane vizând atât viața publică cât și viața privată sau cinstea personală a reclamantului. Acțiunea directă înaintea tribunalelor referitoare la ambele categorii de atacuri. Dacă reclamantul după introducerea unei asemenea cereri complexe înaintea instanțelor de judecată, poate să o modifice sau să o restrângă printr'o petiție ulterioară, ce se pretinde explicativă a primei reclamațiuni. Soluție negativă.

*O reclamațiune odată făcută, instanțelor judecătorești și numai lor le revine sarcina de a da calificarea juridică a faptului reclamat și a-l încadra în textul legii. O petiție ulterioară a reclamantului prin care sub motiv de a explica prima reclamație tinde a o restrân-*

*ge numai la acuzațiile referitoare la viața sa privată este inoperantă, căci ar însemna ca reclamantul să indice instanța înaintea căreia voește să se judece, ceea ce legiuitorul nu a permis, judecătorii firești ai inculpatului fiind o chestie de ordine publică.*

*Ori de câte ori dintr'o plângere în calomnie rezultă o pluralitate de fapte referitoare la viața privată cât și la cea publică a reclamantului, Curtea cu Jurați care cre pleritudinea de jurisdicție în materie de calomnie prin presă trebuie să absoarbă competența excepțională a Tribunalului.*

Curtea,

Asupra recursului introdus de Nicolae Iorga în contra deciziei penale cu no. 527 din 1931 \*) a Curții de Apel din București secțiunea II-a.

*Văzând motivele de casare în cuprinderea următoare :*

I. *„Nemotivare.* Violarea art. 26 aliniatul 4 din Constituție făcând inaplicabil cu exces de putere și rea aplicare a textului din Constituție M'am plâns înaintea Tribunalului contra d-lui C. Cernăianu că printr'o broșură intitulată „N. Iorga, Idolul Neamului Românesc” mă atinge grav în viața mea particulară sau în cinstea mea personală și am reproduș chiar pasagiile ce le credeam că mă ating grav, așa cum o spune art. 26 alin. 4 litera C. din Constituție pentru ca plângerea mea în calomnie să fie judecată de către Tribunalul căruia m'am adresat. Inculpatul Cernăianu a ridicat incidentul de incompetență cerând ca afacerea dedusă înaintea Tribunalului să fie înaintată spre judecată Curții cu juri, Tribunalul fiind incompetent pretextând că prin broșura vizată s'a ocupat de viața mea publică. Tribunalul IIfov secțiunea IV-a, își declină competența în favoarea Curții cu jurați, iar Curtea de apel secțiunea II-a, prin majoritate de trei voturi contra 2, dă decizia no. 527 din 18 Decembrie 1931, pe care am atacat-o cu recurs, Curtea de apel care confirmă sentința Tribunalului ce și declinase competența prin glasul majorității, nu motivează fiindcă singurul argument al Curții atunci când spune că motivarea sentinței atacate cu apel decurge în mod logic și juridic, din toate împrejurările cauzei pe care le adoptă, constituie o nemotivare. Iar dacă s'ar putea considera aceasta ca motivare atunci Curtea de apel adoptând considerentele Tribunalului, violează art. 26 aliniatul 4 litera C, din Constituție cu exces de putere și rea aplicare a textului din Constituție. *Exces de putere.* Curtea comite un exces de putere fiindcă Tribunalul pe de o parte arată textual că „din citirea pasagiilor arătate în reclamațiune, deși reclamantul arată că înțelege a se plânga numai de acuzațiunile aduse vieții sale particulare și cinstei personale”, totuși Tribunalul, peste voința mea și mai presus de intențiunile mele face constatări aătate de altfel și de Ministerul public că acele acuzații din reclamațiune se referă la viața publică a reclamantului. Așa că calificarea pe care zice că urmează să o facă singurul în drept Tribunalul a da calificarea legală, potrivit examinării reclamațiunei mele și pasagiilor arătate ca ofensatoare constituia întreaga această argumentare, un exces de putere, fiindcă voința și intențiunea mea de a mă plânga și de a arăta cum înțeleg și de ce înțeleg să mă plâng, se înlătură cu exces de putere de către Tribunal și astfel ajunge ca prin excesul de putere comis, să-și declină competența. Violarea art. 26 aliniatul 4 litera C. din Constituție, Curtea de apel violează art. 26 litera C, aliniatul 4 și-l face cu desăvârșire neaplicabil prin considerentele sale.

\*) Publicată tot în acest număr.

Acțiunea publică este pornită de mine și de Tribunalul, respectiv Curtea constată cum mi-am formulat plângerea că am îmbrățișat atingerile aduse vieții mele particulare sau cinstei mele personale, totuși dacă afacerea nu e reținută de Tribunal prin aceasta se violează art. 26 aliniatul 4 litera C, din Constituție. Iar dacă la plângerea mea Tribunalul adaugă constatări făcute de el în afară de intențiunile mele, atunci face inaplicabil citatul text de lege fiindcă instanțele de fond pot să pretindă că într-o publicațiune au găsit pasagi care să atingă viața publică și prin urmare Tribunalul urmează să se pronunțe asupra tuturor faptelor pe care el singur le constată, deși nu sunt încadrate în plângerea mea, prin această făcând neaplicabilă dispozițiunea art. 26 aliniatul 4 litera C, din Constituție. Rea aplicare a textului de lege. Curtea aplică greșit textul suscitât când trimite afacerea la jurați, fiindcă dacă este exact în drept că exercițiul acțiunii publice aparține Ministerului public, nu e mai puțin adevărat că eu, ca parte vătămată, am înțeles să intențez acțiunea publică constituindu-mă parte civilă numai pentru faptele relative la cinstea personală sau viața mea privată. Prin urmare Ministerul public este cenzurat de cererea mea, iar Tribunalul numai printr-o greșită aplicațiune a textului Constituției poate să-și decline competența. Pentru toate aceste motive Curtea de apel comite o nemotivare, violarea art. 26 aliniatul 4 litera C din Constituție, făcându-l neaplicabil cu exces de putere și rea aplicațiune a textului din Constituție.

II. „Denaturarea înțelesului clar și vădit neîndoelnic al plângerei mele făcute înaintea Tribunalului pentru delictul de calomnie săvârșit de inculpatul Cernăianu, atingându-mă prin aceasta în viața mea particulară ori în cinstea mea personală. Eroare grosieră de fapt. Deși am arătat în mod precis pentru ce înțeleg să mă plâng înaintea justiției, iar Tribunalul ar fi fost obligat să se țină strict de plângerea mea, totuși prin deducțiuni și argumentare denaturează înțelesul clar și vădit al plângerii mele și prin o eroare grosieră de fapt ce comite în privința drepturilor mele de a sesiza instanțele represive și asupra drepturilor ce Tribunalul sesizat le are față de cererea mea, Tribunalul, respectiv Curtea de apel ajunge la declinatoriu de competență.

III. „Hotărârea atacată cu recurs cuprinde temeuri străine de reclamațiunea mea și în mod eronat se pronunță asupra efectului ce urmează să aibă rezervele ce am făcut în privința precizării acțiunii mele, prin aceia că deducându-se acțiunii mele în debateri chestiuni în afară de intențiunea mea, am cerut și am precizat pe lângă acțiunea ce am introdus și care a pus în mișcare acțiunea publică printr-o petițiune al cărei cuprins explica ceiace am intenționat să fac. Totuși decizia Curții și sentința Tribunalului cuprind temeuri străine de intențiunea mea și în mod eronat ajung la un efect contrar intențiunilor mele”.

Având în vedere că se constată că din cuprinsul deciziunii atacate că recurentul de azi a introdus direct la Tribunalul Ilfov secțiunea IV-a, civilo corecțională o acțiune în calomnie prin care reclamă că inculpatul C. Cernăianu l'a calomniat prin broșura „N. Iorga. Idolul Neamului Românesc”.

Că înaintea Tribunalului inculpatul, prin avocații săi, a ridicat incidentul de incompetență pe motiv că acțiunea politică și campania continuată în suszisa broșură nu se referă la cinstea personală și la viața intimă a reclamantului, ci la acte și abitudini din viața-i publică și ca atare acțiunea este de jurisdicțiunea Curților cu jurați, incident asupra căruia prima instanță statuând prin sentința corecțională cu no. 1173

din 1931 îl admite ca fondat și prin consecință își declină competența de a judeca în cauză.

Că, declarându-se de către recurent apel în contra acestei deciziuni, Curtea de fond prin deciziunea surpusă recursului respinge apelul ca nefondat arătând că-și însușește în totul motivarea primei instanțe pe care, găsind-o logică și fundată o adoptă în totul.

Având în vedere că pentru a ajunge la soluția adoptată, instanțele de fond cercetând reclamațiunea și părțile din broșură, în contra cărora recurentul a înțeles a se plânge, constată că acuzațiunile indicate de reclamant (punctele 1, 4, 6 din reclamațiune), se referă în afară de acuzațiunile jignitoare ce privesc viața privată și cinstea lui personală, și la viața publică a reclamantului, ca om politic, ca Președinte al Comisiunii Monumentelor Istorice, ca scriitor, etc., și că întrucât se stabilește că imputațiunile și difamațiunile aduse reclamantului sunt relativ atât la viața și cinstea sa ca particular cât și la viața sa publică, potrivit dispozițiilor art. 26 din Constituție, instanța competente este Curtea cu jurați, deoarece aceasta este instanța de drept comun pentru infracțiunile de presă și deci este singura în drept de a judeca, prin prorogare de competență, calomniile prin presă referitoare atât la viața publică cât și la cea privată.

Considerând că o instanță de apel atunci când găsește că motivele hotărârei atacate sunt întemeiate și suficiente, poate să le adopte fără a fi nevoie să le repete, deoarece ultima hotărâre formează, în asemenea caz, un singur tot cu hotărârea primei instanțe.

Că așa fiind, și cum în speță, Curtea de apel, socotind că considerentele tribunalului sunt întemeiate, ample dezvoltate și decurg în mod logic și juridic din toate împrejurările cauzei și le însușește în totul, urmează că deciziunea sa este ca și sentința primei instanțe, motivată și deci susținerea recurentului cu privire la lipsa de motivare, urmează a fi privată ca nefondată.

Considerând deasemenea că din cercetarea reclamațiunii prin care s'a sesizat instanța de judecată și a pasagiilor acolo indicate din broșura pretinsă calomnioasă, se constată că pe lângă acuzațiunile defăimătoare relative la viața particulară și la cinstea personală a reclamantului, sunt și acuzațiuni atingătoare de viața publică a acestuia raportându-se la situația sa de om politic, precum este pag. 55 (toată pagina), 56 (partea de sus), toată pagina 57, pag. 58.

Că prin însăși petițiunea introductivă reclamantul arată că înțelege a se plânge „în afară de o serie de aprecieri iniurioase referitoare la activitatea sa științifică și culturală”, de acuzațiunile calomnioase referitoare la viața și cinstea sa privată.

Că deci, față de situațiunea de fapt mai sus arătată, Curtea de fond a fost îndreptățită a ajunge la concluzia că obiectul reclamațiunii este complex în sensul că acuzațiunile calomnioase sunt relative atât la viața privată cât și la viața publică a reclamantului, și în asemenea condițiuni nu poate fi vorba de vreo denaturare a înțelesului plângerei recurentului.

Având în vedere că acestea fiind pe deplin stabilite rămâne în discuțiune chestiunea, dacă victima unei calomnii prin presă și prin care i se impută fapte de natură a știrbi, reputația ca om cu activitate publică și ca simplu particular, atingându-i onoarea, poate după introducerea unei asemenea cereri complexe înaintea instanțelor de judecată, să o mo-

difice sau să o restrângă printr'o petițiune ulterioară ce se pretinde explicativă a primei reclamațiuni.

Considerând că este de principiu, că o reclamațiune odată făcută, instanțelor judecătorești și numai lor le revine sarcina de a da calificarea juridică a faptului reclamat, și a-l încadra în textul legii, după ce a cercetat situațiunea de fapt și împrejurările pricinii și a ascultat concluziunile părților, chiar în cazul unei acțiuni în calomnie reclamată direct de parte, căci a decide altfel, ar însemna că acțiunea publică ar fi în mâna reclamantului care deci ar putea să sisteze exercițiul ei, ceiace legea nu a îngăduit decât în anumite cazuri limitativ enumerate, cum spre exemplu la adulter, loviri.

Considerând de asemenea că o petițiune ulterioară a reclamantului, prin care, sub motiv de a explica prima reclamațiune, tinde a o restrânge numai la acuzațiunile referitoare la viața sa privată, este inoperantă, deoarece acțiunea publică fiind odată deschisă, nu poate lua sfârșit decât printr'o hotărâre judecătorească de achitare, absolvire sau condamnare și victima nu o poate modifica, căci ar însemna, ca în speță, că ar putea ea indica instanța înaintea căreia voeste a se judeca, ceiace legiuitorul nu a permis, judecătorii firești ai inculpatului fiind o chestiune de ordine publică asupra căreia nu se poate tranzacționa, reclamantul neavând acest drept decât asupra acțiunii private rezultate din delict și de care o poate purta după voința sa.

Având în vedere că prin art. 26 din Constituție se prevede principiul general, că delictele de presă se vor judeca de Curțile cu jurați în afară de excepțiunile enumerate la punctele a, b și c, acest din urmă aliniat cuprinzând calomniile, injuriile, și difamațiunile aduse particularilor sau funcționarilor publici prin care ar fi atinși în viața lor particulară sau cinstea lor personală, excepțiuni ce se vor judeca numai ca atare, de tribunalele ordinare.

Considerând că din această dispozițiune constituțională rezultă că orice calomnie, insultă sau difamațiune săvârșită pe calea presei, referitoare la viața publică a celui vizat, urmează a se judeca de Curtea cu jurați, care constituie instanța de drept comun în această materie, Tribunalul având numai o competență excepțională și limitată la cazurile mai sus arătate.

Că, în situațiunea când ca în speță, din plângerea ce s'a făcut rezultă precum mai sus s'a arătat, pluralitate de fapte, — căci imputațiunile calomnioase se referă atât la viața privată cât și la cea publică a reclamantului — se impune concluzia juridică a unui cumul de fapte, susceptibile de instanțe diferite, și cum instanța de drept comun în materie de calomnie prin presă, este Curtea cu jurați, care are și plenitudine de jurisdicțiune, ea trebuie să absoarbă competența excepțională a Tribunalului, care este redusă la anumite fapte limitativ enumerate.

Că astfel fiind și întrucât Curtea de apel nu a denaturat înțelesul reclamațiunii inițiale, a motivat suficient deciziunea sa adoptând în totul considerentele primei instanțe și respingând apelul, a confirmat soluția primei instanțe declinându-și competența în favoarea Curții cu jurați, procedând astfel, nu a comis nici un exces de putere și nu a violat dispozițiunile art. 26 din Constituție, ci din contra a făcut o bună și juridică a lui aplicațiune, așa că motivele de

casare fiind neîntemeiate, recursul urmează a se respinge ca atare.

Pentru aceste motive, Curtea respinge recursul, etc. \*)

## CURTEA DE APEL DIN BUCUREȘTI S. II-a

Audiența de la 19 Decembrie 1931

Președenția D lui ERNEST CEUR-ASLAN, Consilier

Nicolae Iorga cu C. Cernăianu

Deciziunea Penală No. 527 \*)

Calomnie prin presă. Imputare de fapte de natură a știrbi reputația reclamantului ca om cu activitate publică și ca simplu particular. 1) Dacă după introducerea unei asemenea cereri complexe înaintea instanțelor de judecată reclamantul poate să o mai modifice sau să o restrângă printr'o petiție ulterioară, ce se pretinde explicativă a primei reclamațiuni? Soluție negativă. 2) Când din cuprinsul acțiunii în calomnie rezultă o pluralitate de fapte, când imputările calomnioase se referă atât la viața privată cât și la cea publică a reclamantului, ne aflăm în prezenta unui cumul de fapte, a căror judecată aparține Curții cu Jurați, care are plenitudinea de jurisdicțiune în materie de calomnie. Art. 26 din Constituție.

1. E de principiu că o reclamațiune odată făcută, instanțelor judecătorești, și numai lor, le revine sarcina de a da calificarea juridică faptului reclamat și de a-l încadra în textul legii, chiar în cazul unei acțiuni în calomnie reclamată direct de parte, căci a decide altfel ar însemna că acțiunea publică ar fi în mâna reclamantului, care deci ar putea să sisteze exercițiul ei, ceiace legea nu a îngăduit de cât în anumite cazuri limitativ enumerate, cum spre exemplu la adulter loviri.

Ca urmare, o petițiune ulterioară a reclamantului, prin care, sub motiv de a explica prima reclamațiune, ar tinde să o restrângă numai la acuzațiunile referitoare la viața sa privată, este inoperantă, deoarece acțiunea publică fiind odată deschisă nu poate lua sfârșit de cât printr'o hotărâre judecătorească de achitare, absolvire sau condamnare și victima nu o poate modifica, căci ar însemna să indice instanța înaintea căreia nu se poate tranzacționa, reclamantul neavând acest drept de cât asupra acțiunii private rezultate din delict și pe care o poate purta după voința sa.

2. Prin art. 26 din Constituție se prevede principiul general, că delictele de presă se vor judeca de Curțile cu jurați, în afară de excepțiunile enumerate la punctele a, b și c, acest din urmă aliniat cuprinzând calomniile, injuriile și difamațiunile aduse particularilor sau funcționarilor publici, prin care ar fi atinși în viața lor particulară sau cinstea lor personală, excepțiuni ce se vor judeca numai ca atare de tribunalele ordinare.

Consecința acestei dispozițiuni constituționale, după care Curtea cu jurați constituie instanța de drept comun în materie de calomnie săvârșită pe calea presei, iar tribunalul o instanță cu competență excepțională, este că ori de câte ori este vorba de o comple-

\*) Vezi în ce privește critica soluțiunei dată prin hotărârile mai sus reproduse: I. Gr. Perieșanu, *Determinarea competenței în materie de calomnie prin presă*, Ed. „Curierul Judiciar”, 1932.

\*) Confirmată de casație prin decizia 357/932 publicată tot în acest număr.

*xitate de imputațiuni calomnioase, referitoare atât la viața publică cât și la viața particulară a cuiva, deci susceptibile de a fi judecate de instanțe diferite, Curtea cu jurați, care are plenitudine de jurisdicțiune, trebuie să obsoarbă competența excepțională a tribunalului.*

Profesor N. Iorga, prin d-nii avocați Bosnief Paraschivescu și Oswald Teodoreanu, cu C. Cernăianu asistat de d-nii avocați Mora și Graur.

Curtea, în majoritate

Asupra apelului făcut de N. Iorga, profesor Universitar și Rector al Universității din București, domiciliat în București Șos. Bonaparte No. 6, în contra sentinței penale cu No. 1.173 din 1931, dată de Tribunalul Ilfov s. IV-a Civ. Cor., în procesul penal intentat de numitul împotriva inculpatului C. Cernăianu, domiciliat în București Str. Simonide No. 13, pentru faptele de calomnie;

Având în vedere actele și lucrările din dosar, ascultând părțile și pe d-l Procuror General, în susținerile și opunerile lor, făcute atât oral cât și în scris, prin notele de concluziuni, depuse și aflate în dosar;

Având în vedere că, prima instanță, prin sentința apelată, a admis incidentul ridicat atât de inculpat cât și de reprezentantul Ministerului Public și și-a declinat competența de a judeca acțiunea, în favoarea Curței cu Jurați.

Având în vedere că, soluțiunea concretizată în sentința apelată este totuși atacată de reclamant, cu apelul de față, că motivarea acestui apel nu este altceva decât o reiterare a motivelor din acțiune, sub aspectul unei critici a motivelor din sentința atacată cu apel.

Având în vedere însă că, această Curte examinând, la rândul-i, în complect de divergență, motivele apelului, sub aspectul concluziunilor puse de apelant și a celor puse de d-l Procuror General și inculpat în combateri, găsește că motivarea sentinței atacate cu apel decurge în mod logic și juridic din toate împrejurările cauzei, situațiune în care Curtea urmează a primi în întregime această motivare, conchizând la randu-i la respingerea apelului ca nefondat;

Pentru aceste motive, de acord cu concluziunile d-lui Procuror General, respinge ca nefondat apelul.

(ss), Ernest Ceaur Aslan, C. Pisău, I. Zenovie.

#### OPINIUNE

Subsemnații D. Tomida și Traian Orleanu, Consilieri la secțiunea a II-a a Curței de Apel București, făcând parte din complectul desemnat a judeca apelul făcut de Nicolae Iorga în contra sentinței cu No. 1.173 din 1931 a Tribunalului Ilfov secțiunea IV-a suntem de opinie a fi admis acest apel și reformându-se sentința primei instanțe să se constate că acțiunea în calomnie deschisă în contra intimatului de astăzi C. Cernăianu, este de competența instanțelor de drept comun, respingându-se în chipul acesta, incidentul de incompetență ridicat și admis de Tribunal.

Opiniunea de mai sus se sprijină pe următoarele motive:

Având în vedere actele și lucrările din dosar, precum și concluziunile puse de părți și Ministerul Public în susținerea și combaterea motivelor de apel.

Având în vedere că, din complexul acestor probe rezultă, în fapt, că, Nicolae Iorga, prin petițiunea înreg. la Nr. 6.388 din 5 Martie a. c. de către Tribunalul Ilfov secțiunea IV-a, a deschis acțiune publică, în temeiul art. 26 din Constituție combinat cu articolele 294 și 295 din codul penal, în contra lui C. Cernăianu pentru calomnie prin presă îndreptată în contra cinstei și vieții private a reclamantului.

Că, această acțiune fiind fixată a se judeca în ziua de 23 Martie a. c., după debateri, prima instanță a primit inci-

dentul de incompetență ridicat de inculpat și Ministerul Public, și în ziua de 4 Aprilie și-a declinat, în favoarea Curței cu jurați din județul Ilfov, competența de a judeca această acțiune.

Că, soluțiunea dată de Tribunal este atacată de Nicolae Iorga cu apelul de față și criticată dintr'un îndoit punct de vedere: în primul rând și în esență se susține de apelant ca, prima instanță, pentru a ajunge la concluziunea că, nu este competente a judeca acțiunea lui în calomnie în argumentarea ei extinde cadrul în care are a se exercita dreptul de a pune în mișcare o asemenea acțiune și plecând dela ideia că în ipoteza unei pluralități de acuzațiuni calomnioase, fixarea cadrului în care are a se desfășura acțiunea în calomnie nu aparține reclamantului calomniat, ci, acest cadru este determinat de complexul acuzațiunilor aduse în contră-i și sub imperiul acestei idei Tribunalul conchide că, întrucât acuzațiunile calomnioase îndreptate în contra reclamantului Nicolae Iorga, sunt de două specii diferite, de competența a două diferite instanțe, judecata lor în acest chip trebuie să se urmeze în fața instanței de competență generală, în speță Curtea cu Jurați din județul Ilfov; în al doilea rând se susține că, soluțiunea Tribunalului a mai fost influențată și de caracterizarea greșită făcută a cererei înreg. la Nr. 9.587 din 1931, pe care a scotit-o ca o încercare din partea reclamantului în a reduce cadrul acțiunii în calomnie cu scopul de a atribui competența de judecată Tribunalului Ilfov secția IV-a.

Că, așa dar, față de motivele de apel rezumate mai sus pentru a aprecia valoarea juridică a argumentelor care au determinat soluțiunea concretizată prin sentința atacată cu apelul de astăzi, urmează a privi incidentul de incompetență prin prisma caracterului acțiunii în calomnie.

Având în vedere că, în drept, acțiunea în calomnie este o acțiune strict personală, în sensul că calomniatul, suveran apreciator al acuzațiunilor calomnioase, el, singur și numai el, poate pune în mișcare acțiunea în calomnie, deducând în fața instanțelor represive numai faptele pe care le apreciază a avea pentru dânsul un caracter calomnios.

Că, fără îndoială din caracterul acesta specific al acțiunii în calomnie rezultă direct și imediat oarecum consecințe juridice, în ipoteza unei pluralități de acuzațiuni calomnioase, opera unuia și aceluiaș calomniator și anume:

1) Reclamantul este acela care fixează cadrul numeric al acuzațiunilor calomnioase, în care cadru are a se desfășura acțiunea în calomnie, de oarece el este primul și singurul scrutator al elementului calomnios din fiecare fapt în parte și pe care înțelege a-l aduce în discuțiunea instanțelor de judecată.

2) Odată fixat cadrul acesta, materializarea lui printr'o cerere introdusă întru judecarea instanțelor represive, pune în mișcare acțiunea publică, și, din clipa în care acțiunea publică a fost pusă în mișcare, acest cadru nu mai poate fi nici extins precum nici micșorat; el se găsește fixat prin cererea introductivă de instanță.

Că, desigur, tot ca o consecință necesară și logică a caracterului strict personal al ori cărei acțiuni în calomnie, nici Ministerul Public, cu toate că acțiunea pusă în mișcare de reclamant, a trecut în puterea sa, nu poate totuși modifica cadrul fixat prin cererea introductivă de instanță, de oarece dacă ar fi altfel ar însemna să se schimbe cu totul aspectul personal al acțiunii în calomnie, ar însemna încă să se oblige reclamantul a se scoti calomniat pentru acuzațiuni ce el nu le consideră ca atare.

Că, tot astfel calomniatul în temeiul caracterului acțiunii în calomnie, tot el este acela care fixează cadrul în care are a se face distincțiunea în calomnie în ipoteza când urmează a se face distincțiunea între caracterul public sau privat al actelor vieții sale atinse prin calomnie, de oarece aprecierea

aspectului calomnios sub acest raport, este tot de natură subiectivă, și prin urmare tot el apreciază ce anume categorii de acte ale vieții sale înțelege să apere prin acțiunea în calomnie, iar în cazul când el a făcut confuziune înglobând într-o categorie acte din altă categorie dar a declarat ce anume categorii înțelege a apăra, instanța sesizată cu judecarea acțiunii în calomnie, va menține în discuțiune numai pe acele care fac parte din categoria ce s'a înțeles și declarat a fi apărută fără să poată fonda un declinator de competență pe o asemenea confuziune, fiindcă astfel se atinge iarăși în mod flagrant caracterul acțiunii în calomnie.

Că, așa dar, dacă în drept acțiunea în calomnie este o acțiune strict personală, în sensul indicat, și dacă, în ipoteza unei pluralități de acuzațiuni calomnioase, numai reclamantului singur poate fixa cadrul în care are a se desfășura acțiunea în calomnie atât din punct de vedere numeric cât și din punct de vedere al caracterului public sau privat al actelor vieții sale, ce a înțeles să apere prin acțiunea în calomnie, desigur, că orice instanță care și-ar motiva hotărârea sa contra acestor principii, nu se poate afirma că și-a sprijinit temeinic și juridic soluțiunea dată.

Având în vedere că, în speță, Tribunalul Ilfov secția II-a Civ. Cor., pentru a-și declina competența de a judeca acțiunea în calomnie îndreptată de Nicolae Iorga, pe temeiul art. 26 din Constituție combinat cu art. 294 și 295 Cod penal în contra lui C. Cernăianu, pleacă în argumentarea sa, dela ideea că, cadrul în care are a se desfășura acțiunea aceasta în calomnie nu este acela fixat de N. Iorga în scris, prin urmare pronunță o sentință fără temei juridic.

Având în vedere că în ce privește cererea înreg. la Nr. 9.587 din 1931, ori care ar fi caracterizarea ei, această cerere, față cu principiile de mai sus, rămâne fără influență juridică asupra soluționării incidentului de incompetență.

Că, în adevăr, caracterizată această cerere în sensul opiniei inculpatului și Ministerului Public, ea nu poate reduce sau schimba cadrul în care are a se desfășura această acțiune în calomnie astfel cum a fost fixat prin cererea introductivă de instanță, întrucât această a doua cerere se produce după punerea în mișcare a acțiunii publice, și tot astfel, dacă ar fi caracterizat în sensul opiniei reclamantului, rămâne fără influență de oarece ori ce lămurire s'ar face celor cuprinse în cererea inițială nu poate fi făcută cu schimbarea cadrului fixat prin această primă cerere.

Că, astfel fiind, pentru toate aceste motive majoritatea conchide la admiterea apelului cu consecințele indicate mai sus.

(ss), D. Tomida, Tr. Orleanu.

## TRIBUNALUL ILFOV SECȚIA IV-a C. C.

Audiența de la 4 Aprilie 1931

Președenția D-lui I. COSTIN, Judecător Președinte

Nicolae Iorga cu C. Cernăianu

Sentința corecțională No. 1173

Calomnie prin presă. Atacuri vizând atât viața publică cât și viața privată sau cinstea personală a reclamantului. Acțiune directă înaintea Tribunalului referitoare la ambele categorii de atacuri. Imposibilitate pentru reclamant de a determina competența prin restrângerea acțiunii numai la atacurile ce vizează viața sa privată. Declinator de competență în favoarea Curții cu Jurați, care are competența generală în materie de calomnie săvârșită pe calea presei. Art. 10 pr. pen., art. 26 din Constituție.

In ce privește acțiunea publică, nici partea civilă nici Ministerul public nu dispune de dînsa, așa în cât

nu pot renunța în parte sau în totul asupra ei, drepturile părții civile, potrivit dispozițiilor art. 9 pr. pen., referindu-se numai la renunțarea acțiunii pornite, care n'are nici o influență asupra acțiunii publice, decât în cazuri arame arătate și care acțiune publică se deduce înaintea tribunalelor corecționale, potrivit art. 178 pr. pen., fie prin ordonanța definitivă a Judecătorului de instrucție, fie prin rechizitoriul direct al parchetului, fie prin plângere directă a părții reclamante; rezultă, că, în ori care din aceste feluri va fi investit tribunalul, el trebuie să hotărască asupra tuturor faptelor, așa cum au fost reclamate, ori ce acțiune trebuind să ia sfîrșit printr'o singură hotărâre.

Ca urmare, când reclamația introdusă se referă atât la acuzații calomnioase privitoare la viața publică și politică a reclamantului, cât și la cinstea personală sau viața sa privată, o asemenea reclamațiune are să fie judecată, prin prorogare de competență de către Curtea cu Jurați, care e instanță de drept comun în materie de calomnii săvârșite pe calea presei.

Profesor N. Iorga prin d-nii avocați: N. Bosnief Paraschivescu, A. Chemale, I. Giurculescu și Dimitriu Șoimu, cu C. Cernăianu, asistat de d-nii avocați: Mihail și Virgil Mora și M. Graur.

Tribunalul,

Având în vedere acțiunea înregistrată la No. 6.388 din 5 Martie 1931 și No. 8.140 din 17 Martie 1931 prin care reclamantul Nicolae Iorga, Profesor Universitar din București, cu domiciliul în Șos. Bonaparte No. 6, cheamă în judecată penală, în baza art. 26 din Constituție și art. 294, 295 Cod penal pe Constantin Cernăianu, domiciliat în București, Str. Simionide No. 15.

Având în vedere actele dela dosar, susținerile părților precum și notele scrise.

Având în vedere că reclamantul arată prin petiția ce a făcut, că inculpatul este autorul broșurei intitulată „N. Iorga. Idolul Neamului Românesc” revistă pusă în vânzare în ultima zi a lunii Februarie 1931.

Având în vedere, că reclamantul arată iarăși, că în fiecare din paginile acelei broșuri, se găsește prezentat cititorilor, sub povara celor mai grave învinuiri și care dacă s'ar dovedi adevărate, l'ar supune urmării pentru delictele de care este învinovățit și i s'ar atrage disprețul tuturor oamenilor de bună credință.

Că, arată reclamantul, în afară de o serie de aprecieri injurioase referitoare la activitatea sa științifică și culturală, broșura cuprinde și acuzații calomnioase, care privesc cinstea și viața sa privată, cum ar fi acele arătate la pagina 3, 5, 11, 56, 57, 58, 68, 69, 12, 15, 33, 30, 34, 66, 67 fixate în punctele de 1-6 în acțiune.

Având în vedere că la acțiunea introdusă s'a fixat termen la 25 Martie 1931, când din lipsă de timp după cum se constată din Jurnalul No. 4.759 din acea zi, s'a amânat procesul în continuare pentru ziua de 28 Martie 1931; la acest termen, procuratorii reclamantului, au prezentat în instanță, cererea ce s'a înregistrat la No. 9.537 din 1931 și care a fost pusă în discuția părților, prin care reclamantul, arată că a înțeles să sesizeze Justiția, numai pentru acuzațiile și defăimările din broșură, care se referă la viața particulară și cinstea personală, arătând că asupra celor arătate la activitatea științifică și literară, nu înțelege să se refere.

Considerând că prin această petițiune reclamantul Profesor N. Iorga arată din nou asupra căror acuzații înțelege să reclame, specificându-ne de astă dată pe acele dela pagina 3, 10, 11, 43, 55, 56, 69, 8, 9, 57, 34, 14 și 15.

Având în vedere că atât inculpatul cât și reprezentantul

Ministerului Public, au cerut declinarea competenței în favoarea Curții cu Jurați, primul pe motiv că acuzațiile din broșură se referă la viața publică a reclamantului, iar Ministerul Public pe motivul că, reclamantul prin acțiune se plânge pentru acuzații din care unele se referă la viața sa publică și cum Curtea cu Jurați, este instanța de drept comun în infracțiuni de presă, acea instanță va trebui prin prorogare de competență să judece atât calomniile privitoare la viața publică cât și cele referitoare la viața privată.

Că deci, Tribunalul în prim rând, urmează a soluționa și pronunța asupra incidentului ridicat.

Având în vedere că potrivit art. 26 din Constituție din 1925, se arată că delictele de presă se judecă de Jurați, afară de cazurile, arătate la aliniatele a, b, c, ce le va judeca Tribunalul, potrivit dreptului comun.

Având în vedere, că în aliniatul c, de sub articolul 26 se prevede, că, calomniile, injuriile, defăimațiile aduse particularilor sau funcționarilor publici ori cari ar fi, atinși în viața lor particulară ori în cinstea lor personală, se vor judeca de Tribunal.

Având în vedere, că din citirea pasagiilor arătate în reclamație, deși reclamantul arată că înțelege a se plânge numai de acuzațiile aduse viciei sale particulare și cinstei personale, Tribunalul constată, cum a arătat de altfel și Ministerul Public, că acele acuzații — punctele, 1, 4, 6 din reclamație — se referă la viața publică a reclamantului, în calitate de om politic, de Președinte al Comisiei Monumentelor Istorice, de scriitor — pagina, 5, 55, 11, 56, 57, 58, 68, 69, 50, 66, 67 — așa că, calificarea faptului urmează a fi făcută de Tribunal, singurul în drept, a da calificarea legală, potrivit examinării reclamației și pasagiilor arătate ca ofensatoare.

Că este indiferent, că reclamantul, arată în prima petiție că a înțeles să reclame, numai contra acuzațiilor ce i se aduc relativ la cinstea personală și viața privată, atât timp însă ce reclamația se sprijină și arată pasagiile ce se referă la viața publică și politică, Tribunalul nu poate nici la cererea reclamantului și nici din oficiu, să înlăture din discuție, acele pasagiile, și să reține numai acuzațiile care se referă la cinstea personală și viața privată a reclamantului, deoarece reclamantul nu are exercițiul acțiunii publice ci numai dreptul de a pune în mișcare acțiunea publică, iar Tribunalul potrivit principiilor trebuie să se pronunțe, asupra tuturor faptelor, din acțiune cu care a fost investit calificarea dată de partea vătămată neputând ficsa competența de judecată.

Că așa fiind, Tribunalul urmează să constate, că reclamația introdusă referindu-se atât la acuzații aduse reclamantului privitoare la viața publică și politică cât și la cinstea personală și viața privată, iar cum în materie de infracțiuni de presă arătate de dreptul comun este Curtea cu Jurați, urmează ca prin prorogare de competență, calomniile ce erau să fie judecate de Tribunal, să fie judecate, tot de Curtea cu Jurați.

În acest sens constituția adnotată de d-l Lascarov-Moldovanu și S. Ionescu, raportul Cameră pag. 250, răspunsul la Senat al Ministrului Al. Constantinescu, pag. 258 răspunsul la Cameră al lui V. V. Pella pag. 276 și raportorul N. D. Chirculescu, pag. 281 și 282 a se vedea declarațiile N. Iorga Cameră, pag. 244, 245 și 281.

Având în vedere că în legislația noastră numai Ministerul Public are singur exercițiul acțiunii publice, partea vătămată nu poate decât să întente acțiune constituindu-se parte civilă, ea n'are dreptul a exercita acțiunea publică decât numai în cazuri excepționale și anume arătate. (*Tanoviceanu*, Tom. IV, pag. 152 și urm.).

Că reclamantul, prin depunerea în instanță în ziua de 28 Martie 1931, când procesul se judecă în continuare a petiției prin care arată, că a înțeles să sesizeze Justiția pentru

calomniile ce se referă numai la viața particulară și cinstea personală în afară de cele referitoare la activitatea sa științifică și literară, rezultă neîndoios, că a înțeles să modifice prima acțiune, deși procuratorii d-sale o înfățișează ca o precizare a primei acțiuni.

Ori, în ce privește acțiunea publică, nici partea civilă nici Ministerul public nu dispune de dânsa, așa că nu pot renunța în parte sau în totul asupra ei, drepturile părții civile potrivit dispozițiilor art. 9 din procedura penală referindu-se numai la renunțarea acțiunii pornite, care n'are nici o influență asupra acțiunii publice decât în cazuri anume arătate și care acțiune publică se deduce în fața Tribunalelor corecționale potrivit disp. art. 178 pr. pen. fie prin ordonanță definitivă a Judecătorului de Instrucție, fie prin rechizitoriul direct al Parchetului, fie prin plângere directă a părții reclamante, rezultă că, în ori care din aceste feluri va fi investit Tribunalul, el trebuie să hotărască asupra tuturor faptelor, așa cum au fost reclamate, ori ce acțiune trebuind a lua sfârșit printr-o singură hotărârea, (art. 10 pr. pen.). (În acest sens: *Le Poittevin*, Cod. d'instr. crim., sub art. 1, pag. 19, No. 151, sub art. 182 pag. 770 No. 97, 98; *Pandectele franceze*, pag. 250 No. 91, 94 și pag. 258 No. 189, 196; *Dalloz*, vol. 28, pag. 84 no. 135—194). Cu alte cuvinte, Tribunalul, cum s'a arătat mai sus, este singurul în drept de a da calificarea faptului și a se pronunța asupra tuturor faptelor, el neputând să se pronunțe cum cere reclamantul la sfârșitul notelor scrise ce a prezentat și anume că dacă se va constata, la fond, că nu toate pasagiile sunt în concordanță cu enunțarea acțiunii se vor înlătura din discuție și se va reține numai faptele de competența sa, deoarece potrivit principiilor arătate mai sus, nu se permite aceasta, mai ales că la noi, nu există dispoziția expresă ce se găsește la legea presei franceze din 1881 modificată în 1895 unde în art. 60 al. ultim, se prevede că „Le désistement du plaignant arrêtera la poursuite commencée”.

Că potrivit acestei dispoziții exprese din legea presei, în Franța doctrina și jurisprudența a admis în materia legii presei dreptul părții civile de a opri sau eventual a-și restrânge judecarea acțiunii publice în fața Tribunalelor corecționale, ceea ce la noi nu se poate deoarece după cum s'a arătat, în legislația noastră nu este o asemenea dispoziție. În acest sens: „*Le Poittevin Instr. crim.*”, vol. I, art. I, pag. 19 No. 153—157 și 158.

Astfel fiind incidentul ridicat, fiind fondat, urmează a fi admis, Tribunalul declinând competența în favoarea Curții cu Jurați.

(ss), *I. Costin, Andrei Balș.*

Grefier, (ss) *I. Druescu*

## RECENZIE

INZESTRĂRILE PĂRINTEȘTI, OBLIGAȚIUNI NATURALE, lucrare de *George P. Docan, Consilier la Curtea de Apel București*. Editura *Curierul Judiciar*. Prețul 50 lei.

În literatura noastră juridică s'a scris puțin în domeniul obligațiilor naturale și mai cu seamă în ce privește obligațiunea naturală de a înzestra, a părinților.

De aceia interesanta și documentata lucrare a d-lui Consilier *George Docan* dela Curtea de Apel din București, este cu atât mai meritorie și mai bine venită, cu cât ea era, de multă vreme, așteptată de acei cari lucrează în ogorul dreptului.

Pe lângă competență și bogăția de argumente ce le aduce în susținerea existenței obligațiunii naturale de a dota și a necesității de a fi recunoscută, ca atare, de viitorul cod

civil, d-l consilier Docan dispune de acel dar de a-și expune ideile într-o formă limpede și accesibilă tuturor, calitate care, de altfel, se degajează din toate lucrările și articolele sale juridice.

În studiul său, autorul tratează chestiunea obligațiunii naturale de a înzestra, a părinților, în toată complexitatea ei.

Ne luăm îngăduința, în rândurile ce urmează, de a arăta, în chip succint, esențialul ce se desprinde din lucrarea sa.

1) Între drept și morală există câteva îndatoriri cărora legea nu le-a acordat încă o sancțiune juridică; ele poartă denumirea de obligațiuni naturale sau obligațiuni civile imperfecte. Obligațiile naturale nu sunt prevăzute cu o sancțiune, cu un mijloc de constrângere ca obligațiile civile; aceasta formează, chiar, criteriul distinctiv dintre ele. Dacă, însă, o obligație naturală a fost executată, plata ei este perfect valabilă conform art. 1092 al. 2 c. civ. Codul nu definește ce este o obligație naturală, totuși existența ei se afirmă în textul menționat, care este, de altfel, singura dispoziție legală ce se ocupă de ea.

În doctrină obligațiile naturale sunt plasate nu numai la limita dintre donațiuni și obligațiuni civile, ci la limita mult mai delicată dintre obligațiile civile și datoriile morale sau de conștiință. Doctrina n'a fixat, încă, un criteriu precis de determinare între obligațiile naturale și datoriile de conștiință; totuși, jurisprudența a făcut un pas înainte, precizând care anume datorii de conștiință au fost ridicate la rangul de obligații naturale.

2) În privința naturii juridice a obligațiunii de a înzestra, d-l Docan făcând o scurtă privire istorică și ținând seamă de starea doctrinei și a jurisprudenței actuale, susține că obligația de a înzestra nu este numai o simplă datorie morală, ci o curată obligație naturală.

3) Examinând caracterul juridic al obligației naturale de a înzestra, autorul accentuează că executarea ei este o plată. Ceeace s'a plătit de bună voie, nu poate fi o donație.

De altfel între noțiunea de donație și aceea de obligație naturală este o complectă contradicție.

Pentru a explica raportul și reductibilitatea înzestrărilor părintești, fără a le deplasa din sfera obligațiilor naturale, d-l Docan reproduce subtila argumentare a lui Planiol, care, în esență, susține că este o perfectă compatibilitate între raport și reducere deoparte și ideea de obligațiune naturală, de altă parte. Părintele care își înzestrează copilul, se găsește ținut de o îndatorire specială și în măsura în care înzestrarea este excesivă, ea încetează de a fi achitarea unei datorii, pentru a deveni o liberalitate.

4) Vorbind de efectele obligațiunii de a înzestra, autorul examinează, în mod amplu, pe lângă alte multe chestiuni importante și pe acelea referitoare la probă și la efectele față de terți. Într-adevăr, dacă se recunoaște existența obligațiunii naturale de a înzestra, dacă, în alte cuvinte, ea este o plată, atunci trebuie să se admită că dovada ei se va face potrivit regulilor generale de probațiune. În această privință, jurisprudența noastră în frunte cu Înalta Curte de Casație a admis că o înzestrare executată benevol, este perfect valabilă în raportul dintre părinte și copil, — chiar fără act scris, — întrucât constituie îndeplinirea unei obligații naturale. În pătura rurală, înzestrările se fac, în virtutea unei tradiții, fără act scris. În țară copiii contribuiesc cu munca lor la sporirea averii părinților și aceștia obișnuiesc a le da, la căsătorie, o parte din moștenirea ce li s'ar cuveni, fără act dotal.

Față de terți, asemenea înzestrări nu pot avea alt efect de cât acela pe care-l are orice raport de obligațiuni.

5) D-l Docan face o scurtă incursiune și în domeniul dreptului comparat.

6) În concluzii d-sa este de părere că trebuie modificat textul privitor la îndatorirea părinților de a înzestra și că-

pătui copiii, arătându-se că această îndatorire rămâne ca o obligație naturală. Tot odată, legiuitorul trebuie să găsească o formulă mai largă, care să supună raportului și reducerei tot ceea ce părinții au dat copiilor sub forma îndeplinirii unei datorii naturale.

Sfârșind rândurile de față, socotesc că, lucrarea d-lui consilier Docan, pe lângă că umple un gol în literatura noastră juridică și oferă un prețios material profesioniștilor dreptului, — magistrați și avocați — dar ea mai constituie și o valoroasă contribuție pentru unificare, de care trebuie să se țină seamă, atunci când se va proceda la ajustarea îmbătrânitului nostru cod civil, la noile nevoi ale vieții sociale.

CONST. C. DOLINESCU,  
Judecător de ședință Tribunalul Tutova

A apărut în editura „Curierul Judiciar” :

**LEGEA LINIȘTEI PUBLICE** (Mârzescu) adnotată și comentată comparativ cu textele din codul penal român și cele corespunzătoare din codul penal francez (legea din 1893) împreună cu desbaterele parlamentare de d-nii **I. Gr. Periețeanu**, avocat Ministru al Comunicațiilor, și **Alfred Fulga**, avocat. Prețul 190 lei.

— A apărut la *Curierul Judiciar*: **PRINCIPII DE DREPT INTERNAȚIONAL PRIVAT** în legislația pozitivă română. Naționalitate-Extranetitate. Conflictul legilor. Conflicte interprovinciale. Execuatur, de **VICTOR HILLARD**, Doctor în științele juridice. Avocat. Un volum mare. Prețul 300 lei.

A apărut în Edit. „Curierul Judiciar” :

**LEGEA LICHIDĂRIILOR DATORIILOR COMERCIALE, COMENTATĂ ȘI ADNOTATĂ**, de **Ionel I. S. Codreanu**, Doctor în Drept din Paris, avocat. Lei 30.

A apărut în editura „Curierul Judiciar” :

**LEGEA CHIRIILOR** din Aprilie 1932, cu articolele menținute în vigoare din Legea Chiriilor 1927-1930, și din Legea Micului Parchet din 1913. Însoțită de Expunerea de Motive a Ministerului de Justiție **Valeriu Pop**, Avizul Consiliului Legislativ și Rapoartele dela Cameră și Senat. Prețul lei 25.

A apărut în Edit. „Curierul Judiciar” :

**CARIERA DE AVOCAT** *Indrumări* de **George P. Nemetescu**, Dr. în drept, avocat. Însoțită de o Prefață aprecieatoare a operei de d-l C. L. Naumescu, președintele Uniunii avocaților. Prețul 80 lei.

**Rugăm pe d-nii abonați din provincie a nu aștepta alte invitațiuni, cari sunt costisitoare, sau sosirea în localitate a încasatorilor, și a binevoi să trimită achitarea abonamentului prin mandat poștal, direct la Administrația „CURIERUL JUDICIAR”, București, Artei 5, notând pe cotorul mandatului, pentru abonamentului datorat partidei No. .**  
**Cei ce și-au schimbat adresele, sunt rugați a ne comunica noua D-lor adresă spre a putea primi regulat revista.**